

# INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 259  
15 février 1988

MOYEN-ORIENT  
L'insurrection  
palestinienne

ITALIE  
BELGIQUE  
ALLEMAGNE  
GRANDE-BRETAGNE

*L'Europe  
bouge !*

PHILIPPINES  
La démocratie  
selon Aquino

AMERIQUE LATINE  
Même les cartes  
mentent

POLOGNE  
Regain de tension

15 FF-4FS-85 FB



# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 259 DU 15 Février 1988

- 3 MOYEN-ORIENT  
Un saut qualitatif dans la lutte palestinienne  
Interview de Mahmoud HAWARI,
- 6 ALLEMAGNE DE L'OUEST  
Les hauts-fourneaux s'échauffent  
*INPREKORR*
- 7 "Déterminer les besoins sociaux en matière d'acier".  
Interview de Théo STEGMANN
- 9 ITALIE  
La dynamique des Comités de base  
*Franco TURIGLIATTO*
- 12 BELGIQUE  
L'imbroglia politique  
*François VERCAMMEN*
- 15 "Moi, je reste concret".  
Interview de José HAPPART
- 17 GRANDE-BRETAGNE  
Un service de santé bien malade  
*Penny DUGGAN*
- 18 Mobilisation pour le droit de choisir  
*Penny DUGGAN*
- 19 PHILIPPINES  
La démocratie selon Aquino  
*Paul PETITJEAN*
- 21 AMERIQUE LATINE  
Même les cartes mentent  
*Eduardo GALEANO*

**EN  
BREF...**



- 25 HONGRIE : Opposition ouvrière aux syndicats officiels ; TURQUIE : Présence des socialistes révolutionnaires aux élections ; PAYS DE L'EST : Appel contre la répression en RDA
- 28 POLOGNE  
Six fois non aux hausses de prix !  
**DOCUMENT**



## ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune .....

Code postal..... Pays.....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

# Un saut qualitatif dans la lutte palestinienne

LA VIOLENCE MEURTRIERE des forces armées sionistes dans les territoires occupés, qui a fait plusieurs dizaines de morts, a suscité de nombreuses réactions d'indignation dans et hors de l'Etat d'Israël.

*Inprecor* a interviewé Mahmoud Hawari, membre de la Ligue communiste révolutionnaire, section de la IVe Internationale dans l'Etat d'Israël qui exprime le point de vue de son organisation sur le soulèvement palestinien et les réactions en Israël.

**INPRECOR:** *Les autorités israéliennes prétendent qu'elles viennent d'adopter des mesures "non meurtrières" pour contrôler les manifestations palestiniennes ?*

**Mahmud HAWARI :** Cette politique a été dictée par Itzhak Rabin, le ministre de la Défense pour réprimer toutes les manifestations, grèves, soulèvements populaires en passant les gens à tabac au lieu de leur tirer dessus. Après une semaine de mise en pratique de cette politique, Rabin est loin d'avoir arrêté le soulèvement, d'arrêter les manifestations dans les territoires occupés. Je crois qu'il s'agit d'une stupidité car si les jeunes Palestiniens qui manifestent ne sont pas arrêtés par des balles, ils le seront encore moins par des matraques.

Rabin a déclaré aux médias qu'on enregistrait une relative accalmie la semaine passée. Mais en Cisjordanie comme à Gaza, le calme est loin d'être revenu. Bien que les autorités israéliennes essayent de briser les manifestations et de stopper par la force la grève des commerçants, cette dernière se poursuit. Il y a moins de manifestations, mais la situation est loin d'être calme.

**Assiste-t-on à une baisse notable de l'utilisation des armes à feu ? Les soldats israéliens ont-ils vraiment la gâchette moins facile ?**

- Je ne le pense pas et je dirais même le contraire. Je ne crois pas que les soldats israéliens aient cessé de tirer. Ce qu'ils font maintenant, c'est que non contents d'utiliser les munitions, ils utilisent aussi les matraques. Ils n'ont pas reçu l'ordre de ne plus tirer. Nous entendons partout qu'en plus de faire un usage systématique du passage à tabac dans les villages, les camps de réfugiés, les villes, ils continuent à tirer avec des vraies balles et des balles en caoutchouc, etc. Je pense que cette politique est une sorte de revanche, non seulement contre les

manifestants mais aussi contre tous les badauds pacifiques qui ont le malheur d'être Palestiniens. C'est aussi un moyen de réduire les frustrations des soldats israéliens qui ont très mal pris les semaines de soulèvement.

**Que se passe-t-il exactement, s'agit-il de passages à tabac délibérés ou bien les soldats se contentent-ils de disperser à la matraque les manifestations ?**

- Les deux. C'est la punition de ceux qui sont pris dans les manifestations, mais c'est aussi pour faire des exemples. Les soldats arrêtent des gens dans la rue et les frappent, qu'ils s'agissent de jeunes, de personnes âgées - hommes ou femmes - ou même d'enfants.

**Quel est le nombre actuel de prisonniers ?**

- Le nombre de prisonniers est controversé. Les sources israéliennes parlent d'environ 1500 personnes arrêtées ; les Palestiniens et des sources étrangères parlent de plusieurs milliers de personnes interpellées dans les six ou sept dernières semaines.

**Existe-t-il une politique d'arrestations systématiques, indépendamment des arrestations lors des manifestations ou celle des militants politiques les plus connus ? Y-a-t-il des "descentes" systématiques dans les communautés palestiniennes ?**

- Lors des manifestations, l'armée ne se contente pas d'arrêter les manifestants, mais fait irruption dans les maisons les plus proches et arrête les jeunes qui s'y trouvent. C'est un des volets de cette politique. L'autre est plus planifié. Ils ont des listes de gens, souvent des militants, qui sont arrêtés parce qu'ils figurent sur cette liste, qu'ils aient ou pas participé aux manifestations ou au soulèvement.



**Les manifestations récentes du mouvement Shalom Archav, (La Paix maintenant) et de Yesh Gvul (Il y a une limite) ont-elles modifié la situation ? Que représentent ces mouvements ?**

- Depuis le début du soulèvement palestinien, la société israélienne est profondément divisée, de nombreuses controverses sont apparues parmi les Israéliens, dans l'opinion publique en général, comme à l'intérieur des partis politiques. Ces divisions et ces controverses symbolisent la polarisation de la société israélienne qui a commencé voilà longtemps, notamment depuis la guerre du Liban, en 1982. Dans une large mesure, le consensus national israélien a été brisé. Le récent soulèvement palestinien a renforcé cette polarisation.

Shalom Archav est connu comme un groupe de pression sur le Parti travailliste. Il a été paralysé ces dernières années, plus exactement depuis la formation du gouvernement d'unité nationale quand le Parti travailliste s'est joint au Likoud pour former le gouvernement en 1984. Le soulèvement palestinien a obligé la direction de Shalom Archav à réagir. Mais il n'a pas pris une position semblable à celle qu'il avait eue pendant la guerre du Liban quand le mot d'ordre de

retrait des troupes israéliennes avait été avancé. La Cisjordanie et Gaza, c'est différent du Liban ou du Sud-Liban, c'est beaucoup plus important pour l'Etat israélien.

Après plusieurs semaines de soulèvement, Shalom Archav s'est finalement décidé à bouger. Mais les mots d'ordre avancés dans les manifestations qu'il a organisées - deux petites à Jerusalem et Tel-Aviv et une massive la semaine passée à Tel-Aviv, qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes - n'étaient pas radicaux. Ils n'ont pas appelé au retrait des forces israéliennes de l'ensemble des territoires occupés ou même de Gaza, le plus peuplé de ces derniers. Les mots d'ordre exprimaient globalement "*nous voulons une solution politique*" et "*Nous n'aimons pas ce qui se pratique dans les territoires occupés*". Aucun mot d'ordre de solidarité avec les Palestiniens, ou exigeant le droit à l'autodétermination pour les Palestiniens, etc.

Shalom Archav est très soucieux du caractère juif, sioniste de l'Etat d'Israël, et sa position, c'est qu'Israël doit trouver une solution politique pacifique, partie prenante d'un accord politique plus large. En d'autres mots, il se fait l'avocat d'une solution très proche de celle proposée par le Parti travailliste qui veut négocier avec le roi Hussein de Jordanie, une solution qui comprendrait des concessions territoriales à la Jordanie.

■ **Dans le passé, le Yesh Gvul était plus radical que Shalom Archav. Qu'en est-il aujourd'hui ?**

- Ce mouvement de soldats réservistes qui a vu le jour au début de l'invasion du Liban, a eu ces dernières années une activité très réduite. Peu de temps avant le soulèvement, une discussion a commencé à l'intérieur de ce mouvement sur le refus de servir dans les territoires occupés. La question n'est pas résolue. Certains disaient qu'il faut refuser de servir en Cisjordanie et Gaza parce que ce sont des territoires occupés, d'autres n'avaient aucune opinion, d'autres encore pensaient qu'il fallait refuser collectivement de servir, etc.

Maintenant, avec le soulèvement et surtout depuis que l'armée israélienne a été envoyée réprimer le soulèvement, les voix appelant à refuser de servir dans les territoires occupés se sont faites plus fortes. Beaucoup de gens se sont également tournés vers le mouvement, des militants, des soldats qui n'approuvaient pas ce qui se passait dans les territoires occupés.

Naturellement, le mouvement s'est renforcé. L'une de ses premières activités de protestation contre la terreur et la répression dans les territoires occupés fut l'organisation d'une manifestation à la frontière entre Israël et la bande de Gaza près d'un poste de l'armée. Les manifestants criaient des mots d'ordre contre la répression et appelaient les autres soldats à désobéir aux ordres qu'ils rece-

vaient de passer les gens à tabac. Cette manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes.

Je pense que ce mouvement va gagner plus d'influence à cause même de la répression dans les territoires occupés et au fur et à mesure que les atrocités commises par les soldats israéliens vont se savoir dans la société israélienne.

■ **Quelle attitude le Parti communiste et le Front démocratique pour la paix et l'égalité ont-ils adoptée face au soulèvement ?**

- Le Front démocratique et le Parti communiste, sa composante la plus importante, ont été surpris par le soulèvement. Ces partis et organisations, notamment le Parti communiste, étaient surtout occupés à trouver un soutien à leur appel à "*une conférence internationale de paix au Proche-Orient*". Ils ont négligé l'organisation des Palestiniens et des Israéliens contre la politique du gouvernement. Alors le soulèvement n'était pas dans leurs priorités.

Ce partis, et plus particulièrement le Parti communiste, ont dû bien évidemment apporter leur soutien au soulèvement. Mais ils sont bien loin d'y participer et loin d'en bénéficier. Le Parti communiste en Israël a finalement été d'accord pour appeler à une grève générale de l'ensemble de la population à l'intérieur d'Israël même, à l'intérieur de la "Ligne verte" (qui sépare les territoires occupés d'Israël d'avant 1967, ndlr) la troisième semaine de décembre, en solidarité avec le soulèvement. C'était le produit de la pression des masses sur ce parti, des masses palestiniennes à l'intérieur d'Israël, qui sentaient la nécessité de soutenir leurs frères et sœurs des territoires occupés. Aujourd'hui, le Parti communiste est complètement passif centralement, même si ses sections locales essayent d'être actives dans le soutien au soulèvement.

■ **Que se passe-t-il avec la Liste progressiste pour la paix ? (coalition d'Israéliens de gauche, y compris de sionistes de gauche, tels Uri Avnery et Matti Peled et divers courants palestiniens, ndlr.)**

- La Liste progressiste est encore en plus piteux état. Elle vient de connaître un certain nombre de scissions. Voilà un mois ou deux, un groupe de militants s'est retiré de la Liste progressiste expliquant, entre autres, que la direction du mouvement n'avait pas progressé d'un iota et que la démocratie interne était plutôt défaillante.

■ **Ce sont des Palestiniens ou des Israéliens ?**

- Beaucoup de Palestiniens. Ils ont aussi perdu beaucoup d'illusions sur la partie israélienne de la liste. Ils disent que le mouvement est largement composé de Palestiniens mais que la direction donne un poids trop important aux Israé-

liens dans le Parti. Ils disent également que cette organisation ne faisant pas grand chose, elle ne peut se développer. Environ trente militants se sont collectivement retirés du mouvement. Et maintenant, la Liste progressiste se rend compte que les choses ne vont pas très bien et qu'elle pourrait bien ne retrouver aucun siège aux prochaines élections législatives.

■ **A l'intérieur des territoires occupés, des organisations unitaires se sont-elles développées ?**

- Le soulèvement en lui-même était spontané. Il est le produit de la colère et de la frustration de ces vingt dernières années d'occupation. Il n'y a pas de raison particulière à l'éclatement du soulèvement. Je pense qu'il existait juste le sentiment que l'occupation ne pouvait se poursuivre comme ça et que si Israël ne s'arrêtait pas maintenant, la situation allait encore empirer. La population s'est rendu compte que seules la résistance et la lutte pouvaient arrêter les Israéliens.

Aussi, dans les premières semaines du soulèvement, nous assistons à des vagues successives de manifestations, de grèves et d'actes de résistance, qui éclatent de façon sporadique, qu'ensuite des militants vont essayer de diriger et d'organiser. Dans les quatre ou cinq dernières semaines, nous voyons que le soulèvement devient très bien organisé, notamment sur la bande de Gaza. Des comités populaires se forment qui organisent le soulèvement. Ils sont généralement basés sur la coordination des mili-tants de différentes fractions palestiniennes. Dans les camps palestiniens, en particulier, les comités populaires sont composés de représentants de toutes les fractions palestiniennes présentes dans le camp. Nous ne pouvons pas dire que ces comités soient très représentatifs de toute la population, mais tous les militants de toutes les fractions palestiniennes y sont présents.

■ **Quelles sont ces fractions ?**

- L'ensemble des fractions de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), c'est-à-dire le Fath, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDPLP) de Nayef Hawatmeh, les communistes, la fraction d'Abou Moussa, et dans certains endroits, comme à Gaza, les intégristes islamiques.

■ **Les intégristes n'ont participé aux Comités que dans la seule bande de Gaza ?**

- Surtout à Gaza. Dans les autres camps de réfugiés de Cisjordanie, il y a une sorte de "cessez-le-feu" entre intégristes et nationalistes. Tous les efforts sont concentrés contre les forces d'occupation. Mais nous ne pouvons pas dire non plus qu'il y avait une sorte de front



unique avec les intégristes. Je pense que du fait de la force des intégristes sur la Bande de Gaza, les nationalistes ont été contraints de passer ce pacte avec eux.

■ **Sur le reste des territoires, ce sont les nationalistes qui sont opposés à travailler en commun avec les intégristes ?**

- Je ne dirais pas qu'ils s'y sont opposés. Comme les nationalistes sont les plus forts, ils se contentent d'ignorer les intégristes. Ces derniers participent au soulèvement en tant qu'individu ou en tant qu'organisation.

■ **Les intégristes sont la force dominante dans la Bande de Gaza ?**

- Non, mais les médias à l'échelle internationale et plus particulièrement en Israël ont essayé de faire croire que les intégristes dirigeaient le soulèvement. Ce n'est pas vrai. Qui plus est, je dirais que le soulèvement à Gaza était dirigé non seulement par des militants et dirigeants dans la mouvance de l'OLP, comme ceux du Fath, mais aussi par la gauche de Gaza. C'est-à-dire, par le FPLP et le FDLP et même les communistes. Certains des dirigeants, comme Haydar Abdul Shasi, sont identifiés à la gauche. C'est une figure importante sur toute la bande de Gaza et plus particulièrement de ce soulèvement.

■ **Les forces conservatrices, qui soutiennent le régime de Jordanie par exemple, sont-elles impliquées dans le soulèvement ?**

- Le soulèvement dans les territoires occupés a démontré que le courant jordanien ou les autres courants réactionnaires qui peuvent exister n'ont pas de soutien populaire. Ils n'ont même pas participé à ce soulèvement, attitude qui contraste avec celle qui était la leur avant ces événements quand ils essayaient de gagner certaines forces et un certain appui. A travers le clientélisme, en offrant de l'argent et des emplois, il y avait une sorte de renouveau de ce type de courants, particulièrement des pro-jordaniens et des partisans d'Abou Zaïm, (Atallah Atallah), le courant qui est parti de l'OLP et qui

soutient la Jordanie. Les organisations de villages qui étaient soutenues par les Israéliens sont également inexistantes à l'heure actuelle. Aussi, tous les courants pro-jordaniens ont été balayés pendant ce soulèvement. Ce sont les grands perdants.

■ **Des différences de classe et d'âge sont-elles apparues à la faveur du soulèvement ?**

- L'une des caractéristiques de ce soulèvement c'est qu'il a unifié toutes les composantes de la communauté palestinienne, les jeunes et les vieux, les habitants des camps de réfugiés et ceux des villes et des villages, les travailleurs, les étudiants, les lycéens, les commerçants, etc. Ce mouvement est différent de ceux du passé parce qu'il englobe toute la population palestinienne. On n'assiste même pas à des fractures de classes, même les bourgeois et les petits-bourgeois palestiniens ont été entraînés dans le soulèvement.

Les mouvements précédents étaient surtout le fait des jeunes, ceux que les Israéliens appellent les *chebab*. Mais celui-ci est loin d'être dirigé et organisé par les seuls *shebab*. Si vous avez vu des reportages sur les camps de réfugiés de la bande de Gaza, vous pouvez voir que parmi ceux qui se battent avec les soldats israéliens, les jeunes côtoient les vieux, les femmes, les enfants. Ils forment un tout.

■ **Quelles sont les perspectives pour ce mouvement ?**

- Le soulèvement représente un saut qualitatif dans le rapport des forces entre les sionistes d'une part, et la lutte nationale des Palestiniens de l'autre. Il représente également le début d'une nouvelle époque pour la lutte anti-sioniste. Le soulèvement a également montré qu'après les défaites subies par l'OLP et le mouvement national palestinien pendant et après la guerre du Liban, le centre de gravité de la lutte palestinienne s'est déplacé de l'extérieur du pays, du Liban, vers la Palestine elle-même, vers les territoires occupés.

Le soulèvement a également montré que les masses palestiniennes de ces territoires jouent un rôle décisif dans la lutte palestinienne. Le mouvement national palestinien doit se réorganiser autour de cette réalité. Il doit se baser sur les Palestiniens qui vivent en Palestine. En conséquence, le mouvement national palestinien doit essayer de formuler une nouvelle stratégie afin d'organiser et de mobiliser les masses palestiniennes de Palestine.

Jusqu'à présent, la population palestinienne était amenée à penser que sa libération viendrait de l'extérieur du pays. Par ses actions et sa stratégie, l'OLP a toujours mis l'accent sur le fait que la libération viendrait de l'extérieur du pays. Au début, c'était des régimes arabes. Puis, c'était de la guérilla aux frontières. Ensuite, et c'est la phase dans laquelle nous nous trouvons, des initiatives diplomatiques comme le montre l'appel récent à une conférence de paix internationale.

Ce soulèvement a montré que les masses palestiniennes sont mille fois en avant de la direction qui s'occupe de ces manœuvres diplomatiques. Le mouvement palestinien doit baser sa stratégie sur les masses de Palestine afin de modifier les rapports de forces à l'intérieur du pays lui-même. Cette stratégie doit prendre en considération que la Ligne verte a, de fait, maintenant disparu. Les politiques oppressives mises en place par les autorités israéliennes ne se limitent pas aux territoires occupés mais s'exercent dans la société israélienne elle-même.

Aujourd'hui, la nécessité d'unifier la lutte des Palestiniens et des Israéliens progressistes contre l'ennemi commun est pressante.

■ **Quelles sont vos revendications concrètes à cet égard ?**

- Ces revendications figurent sur la couverture de notre journal en hébreu. Elles comprennent la libération de tous les prisonniers, l'arrêt des déportations, l'arrêt de toutes les mesures répressives dans les territoires occupés, les droits politiques pour les Palestiniens, le droit d'organisation, le droit de manifestation, le droit d'élire leurs propres organes municipaux, l'égalité devant l'impôt.

Nous pensons que ce soulèvement a montré que de telles revendications immédiates peuvent être satisfaites. Nous pensons qu'après vingt ans d'occupation, il est plus raisonnable, plus réaliste de commencer à mettre en avant des revendications contre le système anti-démocratique, religieusement sectaire imposé sur le territoire, des revendications sur lesquelles toute la population dans l'ensemble du territoire peut se mobiliser, que d'appeler à un Etat palestinien à côté d'Israël. ■

**Propos recueillis au téléphone  
par Gerry Foley ;  
27 janvier 1987**

# Les hauts-fourneaux s'échauffent

AU DEBUT DE L'AUTOMNE DERNIER, les patrons de la sidérurgie allemande avaient conclu un accord, avec le gouvernement et les syndicats, qui prévoyait la suppression de 35 000 emplois, dans le secteur de l'acier d'ici la fin 1989, laissant toutefois en suspens, formellement, la question des licenciements massifs. Deux mois après, le 26 novembre, un autre accord intervenait, cette fois entre les Maîtres de forges Krupp, Mannesmann et Thyssen qui planifiaient entre eux les réductions de production de la zone de Duisbourg, le cœur de la Ruhr. Dans cette région où le taux de chômage atteint déjà 15%, une autre activité importante, le charbon, va d'ailleurs voir ses capacités de production diminuer de 13 000 tonnes par an, ce qui entraînera la suppression de 30 000 emplois sur 157 000. Dans ce cadre du véritable naufrage organisé de toute une région, les sidérurgistes de la Ruhr ont décidé de lancer une contre-offensive massive. Dès le 27 novembre, ceux de Krupp Rheinhausen, les plus directement touchés, se sont mis en grève avec occupation. Le 10 décembre, plus de 200 000 sidérurgistes ont manifesté à Duisbourg, Essen, Bochum, etc.

## INPREKORR

**C** EST LA SOCIÉTÉ KRUPP qui a mené les attaques contre l'emploi dans la sidérurgie. En 1982, elle avait annoncé la fermeture de son secteur de production d'acier de Duisbourg-Rheinhausen, prévoyant de supprimer 4 000 emplois. Pour la première fois depuis longtemps une forte résistance s'était développée. Depuis lors, les travailleurs de chez Krupp ont pris de plus en plus souvent la direction des mobilisations dans la sidérurgie. Entre 1983 et 1987, les plans de réduction d'effectifs ont été liés à un certain nombre de propositions de fusions qui n'ont pas abouti.

### L'accord du 10 septembre

Le 21 mai 1987, Krupp a annoncé qu'il licencierait 6 000 ouvriers dans l'ensemble de la compagnie avant 1988, dont 2 000 à Rheinhausen. Le 16 juillet, le patron de Krupp, Cromme, déclara que la suppression de 30 000 emplois dans la sidérurgie dans les régions du Rhin et de la Ruhr était "inévitabile". Les ouvriers et une partie du conseil d'usine (organisme créé dans le cadre de la loi de co-gestion et élu par l'ensemble du personnel) se dressèrent contre ce projet. Mais sous la menace "soit d'une rationalisation, soit de la fermeture totale des laminoirs" et à cause de l'impréparation à la lutte de l'IG Metall (syndicat des métallurgistes), le conseil d'usine se trouva finalement obligé de signer un accord avec la direction le 10 sep-

tembre 1987, ouvrant la voie aux suppressions d'emplois, mais, cependant, sans les accepter définitivement.

La suppression des emplois n'était possible que si les travailleurs étaient prêts à accepter les mesures de compensation sociale offertes et à démissionner de leur plein gré. Les principaux points de l'accord signé le 10 septembre étaient les suivants :

- maintien de toutes les usines sidérurgiques de Krupp (Rheinhausen, Bochum, Siegen-Geisweid) ;
- investissements destinés à soutenir ces entreprises ;
- plan social assurant 90% du dernier salaire net jusqu'à la retraite à 60 ans ;
- pas d'autre réduction du personnel jusqu'en 1991 ;
- introduction de "congés de convenance personnelle" de deux à trois ans pour les travailleurs les plus jeunes.

Ces derniers pouvaient également quitter leur travail avec la garantie de 90% du dernier salaire net pour suivre une formation avec assurance de réembauche. Il existait aussi une clause extensive concernant les possibilités de formation ;

- un accord sur le maintien et la création d'emplois (nouveaux produits, etc.).

Mais, l'encre des signatures était à peine sèche qu'une "fuite" venait porter à la connaissance du conseil d'usine que la direction de Krupp avait fomenté un accord de coopération à large échelle avec Thyssen et Mannesmann (dont les principaux centres de production sont aussi à Duisbourg), prévoyant la fermeture totale de Rheinhausen. La fonderie Mannesmann

de Duisbourg-Huckingen devait reprendre toute la production de base de l'acier, et Thyssen tout le travail des trains de laminoir, en particulier la fabrication des rails, avant la mi-1988.

## Une majorité de gauche

Ce fut la goutte d'eau. Ceux qui voulaient défendre l'emploi s'étaient déjà organisés à Rheinhausen et en 1983, un Comité de citoyens avait été formé. Lors des élections au conseil d'usine de 1987, une majorité de gauche fut élue.

La ligne du Parti social-démocrate (SPD) n'était pas de maintenir les emplois, mais de fournir des "emplois alternatifs", de préférence dans les industries de pointe, mais aussi dans la protection de l'environnement. Cela concorde avec la politique structurelle du SPD dans l'Etat (Land) de Rhénanie-Westphalie, qui accepte que les "vieilles industries" soient dégraissées et compte sur une croissance de prétendues industries d'avenir.

Le gouvernement de l'Etat a adopté une "Initiative pour l'avenir du charbon, du fer et de l'acier", soutenue par 2 milliards de marks, (100 Marks = 337 francs français) dont les deux-tiers doivent être fournis par le gouvernement fédéral. Il s'agit, entre autres, de se débarrasser des poids morts. A Oberhausen, par exemple, un incinérateur de déchets doit être construit avec cet argent. Mais on ne fait aucune obligation aux sociétés privées ou publiques de créer des emplois.

La lutte des ouvriers de Rheinhausen bénéficie d'un large soutien de la population et a été marquée par de nombreux épisodes.

## Un nouveau chapitre de la lutte des classes

Il y a bien longtemps que nous n'avions vu de telles choses se passer en Allemagne de l'Ouest, des sidérurgistes enragés occupant de fait l'usine Krupp de Rheinhausen ; semant la tempête à la Villa Hügel, palais de la famille Krupp depuis un siècle et temple du capital et de ses politiciens ; occupant les rues et les ponts de Duisbourg. Dans les dernières semaines de 1987, un vent violent de lutte de classe a balayé encore un morceau du mythe du "crépuscule de la classe ouvrière".

Pendant un bref moment, le pouvoir fut dans la rue. Pour le moins, les maîtres du sommet ont eu un clair aperçu du spectacle que donnerait l'Allemagne de l'Ouest si les travailleurs ne se contentaient plus de protestations polies dirigées d'en haut mais prenaient la détermination d'obtenir par eux-mêmes la satisfaction de leurs revendications.

Depuis le 26 novembre, rien n'est sorti des ateliers sans l'approbation du conseil d'usine. Depuis lors, c'est le personnel, et non la direction, qui décide quand, quoi et combien sera produit. La tactique de lutte est le "stop and go" (on arrête, on reprend), c'est-à-dire que les travailleurs restent dans l'usine mais qu'il y a une énorme baisse de la production (allant jus-

qu'à réduire de moitié la production mensuelle normale), et la direction est pratiquement incapable de faire aucun plan.

### Comme la Lorraine

En Lorraine, du côté français de la vallée du Rhin, en 1984, alors que les négociations pour la semaine de 35 heures étaient en cours, les sidérurgistes ont assiégé les locaux centraux des syndicats et des partis. C'est le même phénomène : une région entière réduite à la misère, les directions syndicales cogérant cette évolution, et les partis (en particulier ceux de gauche), n'offrant que de vagues promesses d'"emplois alternatifs" et de "programmes d'investissements".

Rheinhausen est en train d'écrire un nouveau chapitre de la lutte des classes en Allemagne de l'Ouest. Au lieu d'actions de protestation syndicale, un mouvement spontané de l'ensemble de la force de travail s'est développé. Les travailleurs organisent leur lutte de façon indépendante et démocratique. Ils obligent leurs conseils d'usine à rendre compte de leurs actes, surtout en ce qui concerne les négociations avec la direction. Et les décisions d'action sont prises au cours des assemblées générales. Ce n'est pas l'appareil syndical officiel qui mène la lutte. Il suit plus ou moins le mouvement, appelant à de grandes journées d'action de toute l'industrie, comme celle organisée par l'IG Metall le 10 décembre. Mais il ne soulève que des revendications mineures et essaie de dévier le problème vers la capitale et la CEE.

Les actions des travailleurs sont radicales. Ils ne se laissent plus duper par des protestations symboliques. Ils combattent pour leurs revendications. Une petite phrase qui court partout illustre cet état d'esprit : "si ça éclate vraiment ici, les démons de Hafenstrasse (des squatters de Hambourg qui ont défendu leur domicile contre la police) ne seront que des ours en peluche comparés à nous". Cela jette un froid réel dans la bourgeoisie.

Avec leur détermination, les ouvriers ont gagné dans la population une large approbation. Les Eglises, les associations, les groupes femmes, les groupes culturels, les petits commerçants et même des secteurs des médias soutiennent tous cette lutte parce que tout dépend de l'acier. Le 3 décembre, il y a eu une manifestation de 10 000 lycéens.

De plus, les travailleurs n'ont pas limité leur action à Rheinhausen. Ils savent que la lutte contre la mort des entreprises dans la sidérurgie ne peut être gagnée à l'échelon de la branche tout entière. Ils s'efforcent de gagner à leur combat la force de travail des autres sites sidérurgiques. Pour y parvenir, il leur faut souvent surmonter la résistance d'usines dont l'orientation majoritaire est favorable à la collaboration sociale. Si la direction du syndicat veut garder cette lutte sous son contrôle, il faudra qu'elle lui offre une perspective réelle, sans essayer de faire porter la responsabilité aux politiciens.

Si elle ne le fait pas, il se pourrait que nous assistions, ici, à ce qui s'est déjà produit ailleurs : des directions alternatives pourraient prendre forme dans les ateliers. La lutte de Krupp dessine cette perspective.

Il faut fonder un grand espoir sur les travailleurs de Rheinhausen. Ils ont montré qu'il y a une alternative à la soumission aux diktats du capitalisme et à la passivité des directions syndicales. ■

Janvier 1988

## ALLEMAGNE DE L'OUEST

# "Déterminer les besoins sociaux en matière d'acier"

**THEO STEGMANN est vice-président du conseil d'usine à Krupp Rheinhausen et c'est un dirigeant représentatif de la nouvelle majorité de gauche de ce conseil. C'est un sidérurgiste à qui fut accordé un congé, il y a six ans, pour qu'il puisse remplir les fonctions de membre du conseil.**

■ **INPREKORR** : Est-ce que la production continue en ce moment ?

- **Theo STEGMANN** : Oui. Au début de la lutte, à la fin novembre, les ouvriers ont décidé d'une tactique souple. Au départ certains préféreraient une grève illimitée jusqu'à ce que l'idée même de fermeture soit abandonnée. Mais finalement ils ont opté pour cette tactique souple, à cause des problèmes techniques compliqués qui se posent dans la sidérurgie. Plus longtemps les machines sont arrêtées, plus il devient difficile de remettre en marche les hauts-fourneaux et de les amener à la bonne température. On appelle cette tactique le "stop and go" (on arrête et on repart). De cette façon, la direction ne peut pas savoir d'avance quand les ouvriers seront en grève et quand ils produiront. Cela suppose, évidemment, que les travailleurs soient techniquement capables de contrôler de telles opérations. Et ils ont montré qu'ils l'étaient.

■ **Quels sont les rapports entre les travailleurs et le syndicat ?**

- L'organe central dans une grosse entreprise de la sidérurgie, c'est le conseil d'usine. Les dernières élections au conseil, en avril 1987, ont changé sa composition de façon très notable, lui donnant une majorité de gauche, plus radicale. Pour la première fois depuis 26 ans, nous avons le choix entre plusieurs candidats individuels au lieu des listes tradition-

nelles. Les "cols bleus" et les "cols blancs" pouvaient choisir entre 29 candidats. Cela a entraîné une bien plus grande confiance. Depuis le début les ouvriers et les conseils d'usine ont lancé la lutte ensemble. Les conseils d'usine ne prennent aucune décision qui n'ait d'abord été discutée et approuvée par les travailleurs. Cette approche a encore davantage accru la confiance, bien que les travailleurs soient nerveux, on le comprend. Toutes les questions importantes sont largement discutées avant que les décisions ne soient prises. Les compromis et les résultats des négociations sont d'abord soumis au vote des travailleurs avant que le conseil d'usine ne les endosse. Pendant toute cette période, le conseil d'usine s'y est conformé.

■ **Est-ce que des négociations sont en cours avec la direction ?**

- Nous avons toujours souligné que nous sommes prêts à la négociation, dès que la direction abandonnera ses projets de fermeture. Le 12 décembre, nous avons atteint un compromis provisoire, mais la direction s'est à nouveau fait l'avocat du respect de l'accord conclu avec nous le 10 septembre. Nous avons également obtenu des négociations concernant les divers projets qui permettraient de garder l'usine en fonctionnement. Cependant il est apparu clairement que Krupp désire maintenir sa coopération avec Mannesmann et Thyssen, parce que c'est plus rentable pour lui. Naturellement, cela n'a pas contribué à rassurer les travailleurs. Ils comprennent que le danger de l'élimination des emplois dans la sidérurgie subsiste.

■ **Il semble que la détermination à défendre les emplois existants et à ne pas faire confiance à de vagues promesses d'emplois de substitution soit très forte.**

- Oui. Mais il y a deux niveaux, et c'est vrai également pour la politique syndicale. Nous demandons le maintien des usines en activité, parce que nous ne pou-



vons nous laisser rassurer par des phrases telles que *"nous allons créer 8 000 emplois de substitution"*. Aujourd'hui personne ne peut répondre à la question de savoir d'où ces emplois sont supposés venir. Depuis le début, les gens considèrent que tout cela n'est qu'une manœuvre politique ou une illusion. Et ils ont raison, au vu de toute l'expérience passée.

D'un autre côté, nous ne luttons pas nécessairement pour le maintien des emplois là où ils sont. Aucun d'entre nous n'est particulièrement désireux de travailler dans les hauts-fourneaux, le travail n'y est guère plaisant, et personne n'aime travailler en équipes sur sept jours. Mais aussi longtemps qu'il n'y a pas de garantie d'un nouvel emploi, nous combattons pour le mode de vie que nous avons aujourd'hui.

Bien sûr, nous voulons aussi voir de nouvelles industries s'installer amenant des emplois avec elles. Nous avons déjà élaboré des programmes en ce sens, des programmes de formation permettant à nos collègues de travail d'apprendre d'autres métiers afin de pouvoir réussir un certain changement structurel dans la région. Mais tout ceci a été balayé par la décision de fermeture de l'usine.

■ ***On dit qu'il y a trop d'acier produit dans le monde, qu'il y a d'énormes excédents de capacité de production.***

- C'est une question très intéressante, dont nous avons également discuté. En ce qui concerne les "excédents de capacité",

je pense la chose suivante : nous fabriquons un produit dont nous sommes fiers, des rails pour les chemins de fer mais aussi pour les tramways. Nous pensons qu'il y a un grand besoin social de ces produits, non seulement dans les pays du Tiers-monde, mais aussi chez nos voisins d'Allemagne de l'Est.

Le problème ne vient pas de ce qu'il n'y pas de demande, mais cette demande n'est pas solvable. Il serait beaucoup plus raisonnable que les gouvernements, fédéral, des différents Etats, offrent à ces pays un crédit gratuit afin qu'ils puissent construire un réseau ferré et un système local de transports publics. De cette façon, entre autres, un débouché serait assuré à notre production dans le cadre d'une division internationale intelligente du travail.

■ ***En tout cas, dans l'acier le "marché libre" est un mythe. Quelle est votre attitude à propos de la nationalisation ?***

- Cette revendication fait depuis longtemps partie du programme fondamental du DGB (Confédération syndicale allemande) et elle est inscrite dans les statuts de l'IG Metall. Depuis 1983, elle a été réactualisée par les délégués d'atelier dans toute notre industrie. Depuis 1985, le programme de l'IG Metall pour la sidérurgie appelle à la nationalisation de toute cette industrie, y compris les secteurs rentables. C'est dans cette perspective que la lutte doit être lancée, en dernière analyse. La précondition du succès est bien sûr un changement décisif du rapport des

forces dans l'ensemble de l'Allemagne de l'Ouest.

■ ***Que prévoyez-vous pour le futur proche ?***

- Nous avons profité de la période des vacances pour discuter et préparer les actions de janvier et février. Il est clair que nous devons augmenter la pression. Le 22 février aura lieu le "round du Chancelier" sur les problèmes de l'industrie sidérurgique. Notre stratégie a pour objectif d'entraîner dans la lutte davantage de travailleurs des autres usines, surtout nos collègues de Mannesmann-Huckingen, qui sont déjà engagés dans le plan de coopération (voir article ci-dessus). Nous voulons y amener également ceux de Thyssen et de Krupp à Bochum. Nous voulons aussi essayer d'obliger l'IG Metall à organiser la pression à l'échelle de toute l'industrie à l'occasion des négociations en cours dans la sidérurgie. Nous voulons mettre en avant des revendications qui puissent offrir une perspective commune à l'ensemble des travailleurs des complexes sidérurgiques. ■

Propos recueillis  
pour INPREKORR  
par Hermann DIRKES ;  
30 décembre 1987

# La dynamique des Comités de base

**LE 27 NOVEMBRE 1987, les trois grandes confédérations syndicales italiennes, la CGIL, la CISL, l'UIL, ont appelé les travailleurs à une grève générale de quatre heures. Son objectif : protester contre la décision du gouvernement de retirer de la loi sur les finances, une série de dégrèvements fiscaux.**

**Le thème des impôts est fortement ressenti par les travailleurs italiens parce que leur progression est une des causes principales de la diminution des gains salariaux.**

**Franco TURIGLIATTO**

**L**A GREVE FUT une réussite dans tout le pays. La participation a été particulièrement élevée dans l'industrie ; avec comme seule exception la FIAT de Turin où les travailleurs ont subi une dure défaite en 1980. Dans le secteur public, l'arrêt de travail fut un peu moins suivi, particulièrement chez les enseignants. Il faut souligner l'engagement massif des travailleurs du sud de l'Italie dans cette grève nationale.

Ce mouvement, particulièrement chez les catégories de travailleurs industriels où les organisations syndicales n'ont engagé, dans la dernière période, aucune mobilisation d'ampleur, exprime une volonté générale de reprendre l'initiative et de faire face à l'offensive du patronat et du gouvernement. Ceci avant tout sur le terrain de la défense du salaire.

## Création des COBAS

Simultanément, durant la dernière année, dans le secteur public et avant tout parmi les enseignants, des comités de base (COBAS) ont été créés, souvent à l'initiative de militants syndicaux, quand bien même ce sont des structures extérieures aux syndicats. Ces COBAS ont dirigé des luttes de grande ampleur et déterminées. De même, les travailleurs des aéroports, au moyen de leur structure syndicale de base - fortement opposée aux directions des trois confédérations - ont paralysé à diverses reprises le trafic aérien. Ces grèves se sont parfois développées en même temps que celles des cheminots. Il en résulta que, à quelques occasions, l'ensemble des transports fut paralysé.

Sommes-nous revenus au temps des grandes luttes ouvrières ? Assistons-nous à une reprise du mouvement de masse de nature à battre en brèche l'offensive de la *Confindustria* (organisation du patronat) appuyée par le gouvernement de coalition ? Ce gouvernement, quels que soient

les conflits entre la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste est unanime sur un point : l'attaque contre les conquêtes sociales des masses populaires.

En outre, les directions syndicales n'ont pas l'intention de développer effectivement la mobilisation. En fait, la grève du 27 novembre, de leur point de vue, devait servir à récupérer une crédibilité face au développement de formes d'organisations des travailleurs telles que celles représentées par les COBAS. Ce n'est point un hasard si, après cette journée, les directions des confédérations n'ont planifié aucune initiative pour prolonger la mobilisation et imposer les dégrèvements fiscaux réclamés au gouvernement.

Au contraire ce gouvernement, comme une sorte de cadeau de Noël, a imposé une série d'augmentations des impôts indirects qui frapperont avant tout les salariés, alors que les dégrèvements fiscaux concédés sont ridicules.

L'actuel mouvement des COBAS a été suscité par la façon dont les directions syndicales ont engagé le renouvellement des contrats collectifs, pour les diverses catégories des travailleurs de l'industrie et du secteur public, dans la seconde moitié de l'année 1986.

La situation économique italienne était très favorable. On peut même parler d'un véritable boom et d'une reprise sérieuse des profits. Dans ce contexte, les directions syndicales ont pourtant abordé le renouvellement des contrats collectifs à l'échelle nationale - un mouvement qui a toujours ponctué les mobilisations des travailleurs italiens - d'un point de vue minimaliste sur le plan revendicatif. Une telle attitude s'inscrivait dans la continuité d'une politique qui avait subordonné les revendications des salariés aux exigences de "l'économie nationale" et de la concurrence des entreprises italiennes sur le marché mondial. C'est d'ailleurs au nom de ces impératifs que des coupes importantes dans l'emploi ont été acceptées. Or dans le contexte de relance de l'économie une telle orientation perdait sa crédibili-

té. En outre, les directions des trois confédérations, dans cette année 1986, avaient privilégié les revendications concernant les catégories salariales les plus élevées, avec l'espoir de les regagner au syndicat. Cette tactique révélait aussi la subordination du mouvement syndical à l'idéologie patronale, c'est-à-dire à l'idée de "récompenser les plus méritants".

Il s'ensuivit que les contrats signés à la fin 1986 et au début 1987 comportaient des résultats inférieurs à tous ceux des vingt dernières années : les augmentations de salaire ne permettaient pas de défendre le pouvoir d'achat, les droits conventionnels étaient érodés (par exemple dans l'industrie les patrons avaient toute liberté d'imposer la flexibilité du travail), la précarité de l'emploi augmentait. Dans le secteur public des critères de "productivité économique" étaient introduits. Ils mettent en cause la nature même de service public du système sanitaire ou d'assistance sociale.

## La dynamique COBAS

Afin de faire approuver les accords passés entre les syndicats, la *Confindustria* et le gouvernement, les directions des confédérations utilisèrent le moyen du référendum, considéré comme plus fiable et plus contrôlable que les traditionnelles assemblées ouvrières sur le lieu de travail qui entérinaient ou rejetaient les accords signés. A la grande surprise des dirigeants syndicaux, le référendum fut loin d'être un plébiscite. Le "non" avoisina les 35% à 40%. Dans les grandes entreprises industrielles nationalisées, par exemple la chimie, le "non" a même été majoritaire. Mais dans l'industrie, les travailleurs n'ont pas réussi à transformer leur opposition aux accords en une initiative de mobilisation et de lutte. Il en alla tout différemment dans la fonction publique, où existe certes une tradition de lutte moindre, mais où le poids des appareils bureaucratiques du syndicat est plus petit.

## Les syndicats italiens

**CGIL** : c'est la principale confédération syndicale. Les communistes y sont largement hégémoniques, mais la direction est très encline à un accord étroit avec la composante socialiste. A l'intérieur de la CGIL, une tendance de gauche combative (*Democrazia consigliare*), animée par la LCR (section italienne de la IVe internationale) et DP (Démocratie prolétarienne), est très active.

**CISL** : deuxième confédération syndicale, d'origine chrétienne. Après une période - au cours des années soixante-dix durant lesquelles les ouvriers d'industrie ont connu une certaine radicalisation - cette centrale a été "renormalisée". La Démocratie chrétienne y jouit d'une forte influence.

**IUL** : troisième centrale syndicale, la plus faible numériquement. Elle est dirigée par le Parti socialiste italien.

Au cours de l'année 1987, trois catégories du secteur public - les enseignants, les cheminots et les travailleurs des aéroports - ont trouvé la force et les instruments organisationnels pour passer du refus des accords contractuels à une action de lutte et à la définition d'une plate-forme revendicative. Et cela en prenant appui sur des grèves qui ont complètement bloqué l'activité de leurs secteurs respectifs.

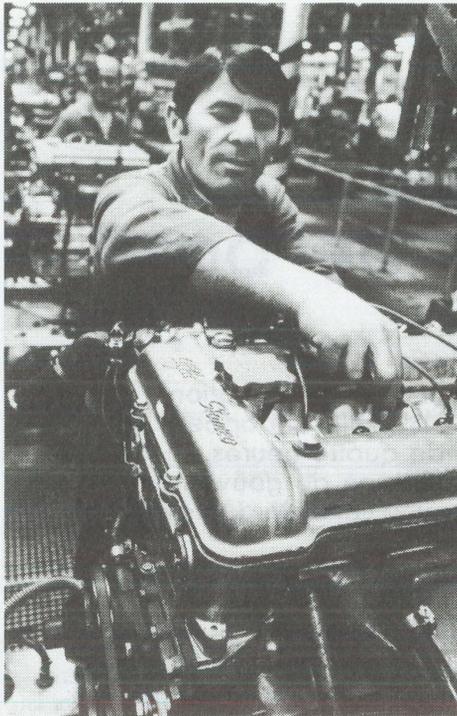
La différence entre l'industrie et la fonction publique est facilement explicable. Les travailleurs de l'industrie ont une grande tradition de lutte. Cependant ils ont subi des défaites très dures durant les années quatre-vingt. Des centaines de milliers de travailleurs ont été licenciés à l'occasion de restructurations industrielles. Il s'ensuivit qu'une partie substantielle de l'avant-garde ouvrière fut expulsée des entreprises. Aujourd'hui, l'insécurité de l'emploi et le risque de licenciement pèsent beaucoup. En même temps, dans l'industrie, l'appareil des syndicats et celui du Parti communiste sont très forts. Le PCI depuis un certain temps a quasiment épousé les thèses patronales en admettant que les revendications des salariés doivent dépendre des besoins de l'entreprise. Les conséquences de cette politique sur le niveau de vie des travailleurs ont été très lourdes. Déborder ces appareils syndicaux et politiques et surmonter la confusion idéologique qu'ils ont systématiquement diffusée parmi les militants ne sont pas chose facile.

### Le poids de la bureaucratie syndicale

Dans le secteur public, si la tradition de lutte est plus restreinte, il y a eu par contre un accroissement du nombre de salariés. La menace des licenciements n'est pas aussi pesante. La vigueur des appareils bureaucratiques est moindre. Donc passer du mécontentement, du désaccord à une action de lutte est, de ce point de vue, plus aisé.

Dans un contexte de forte relance de l'économie et des profits, d'étalage de la richesse par la bourgeoisie, alors que les revenus d'une grande partie des salariés se tassent, il était prévisible que des tensions autour de revendications salariales surgiraient.

Parmi les enseignants, une catégorie qui compte 900 000 travailleurs (l'une des plus importantes à l'exception des métallurgistes), des comités de base sont nés à la fin 1986, dans quelques villes. Leur généralisation s'est opérée au printemps 1987. Dans des villes comme Rome et Naples, ils se sont fortement développés et ont acquis une ample représentativité. Face aux plates-formes revendicatives des syndicats (aussi bien celles des trois confédérations que celle du syndicat autonome corporatiste), ils élaborent des revendications alternatives. Les plates-formes syndicales et les propositions du gouvernement aboutissaient à pénaliser les salaires, à introduire une nouvelle hiérarchie au sein des enseignants, à prolonger les ho-



raires en ne tenant pas compte du temps nécessaire à la préparation des leçons, à favoriser, de fait, les écoles privées.

Les plates-formes alternatives mettaient en avant des augmentations salariales de quasiment 30% pour tous les enseignants, le refus de la hiérarchisation, le rejet d'une école à deux vitesses, la défense de l'enseignement public, la titularisation des suppléants, la réduction de vingt du nombre d'élèves par classe.

Lorsque les quatre organisations syndicales signèrent l'accord avec le ministre de l'Instruction publique, la réactionnaire Falcucci, les COBAS stimulèrent un mouvement de refus. Ils réorganisèrent à l'échelle nationale la lutte, prenant à contrepied les directions syndicales qui allèrent jusqu'à demander au ministre de prendre des mesures de rétorsion contre les enseignants en lutte.

En mai 1987, une manifestation nationale est organisée par les COBAS. Elle réunit 50 000 enseignants. Ces derniers ne démontent pas, même lorsque le ministre et les dirigeants syndicaux acceptent quelques améliorations partielles, par exemple la perspective de n'avoir que des classes de vingt-cinq élèves.

Avec la fin de l'année scolaire, le mouvement entre dans une phase de réflexion. Néanmoins la structure des COBAS fait montre de vitalité. Et dès les premiers mois de l'automne 1987, lorsque s'ouvre la discussion sur le nouveau contrat (dans la mesure où celui qui venait d'être appliqué était déjà caduc parce qu'il avait été défini avec beaucoup de retard) et sur le problème de la réglementation du droit de grève, les initiatives redémarrent.

### Les cheminots ne roulent plus

Une dynamique similaire s'exprime parmi les cheminots. Les chemins de fer italiens, il y a peu, se trouvaient sous contrôle direct de l'Etat. Aujourd'hui, c'est

une entreprise publique, c'est-à-dire régie selon les critères capitalistes. Il en découle la mise en œuvre d'une vaste restructuration qui doit aboutir à des réductions considérables de la main-d'œuvre.

Dans ce secteur, le processus de mobilisation est plus complexe. Ce sont avant tout les mécaniciens (conducteurs de locomotives) qui se sont organisés en comités de base. Par la suite, les agents de conduite constituèrent de même leur COBAS. Mais une mobilisation unitaire de tout le secteur ne se fit pas. Toutefois, les résultats de ce conflit surprisent aussi bien le gouvernement que les bureaucraties syndicales. A plus d'une reprise, les COBAS des mécaniciens ont bloqué de 80% à 90% du trafic ferroviaire.

Le scénario se répéta parmi le personnel des aéroports, mais avec une différence. Là, ce ne sont pas de nouvelles structures de représentation et de lutte qui surgissent. Les salariés de ce secteur affirment explicitement qu'ils ne veulent pas créer, au sens strict, des COBAS. Ils utilisent les instances de base des confédérations syndicales. Ces dernières agissent indépendamment des directions centrales, comme par exemple à l'aéroport de Fiumicino à Rome. Elles prennent une série d'initiatives couronnées de succès et font face à l'attitude dure et provocatrice du gouvernement et de la direction des aéroports qui espèrent infliger une leçon à ces travailleurs. Ainsi, après la suspension des grèves pour la période des fêtes de fin d'année, la lutte a repris. Les salariés des transports aériens semblent plus que jamais déterminés à faire aboutir leurs revendications sur le terrain des salaires et des horaires de travail.

### Que sont les COBAS ?

Les COBAS, surgis durant la dernière année, ne constituent pas de nouvelles formes de conseils d'usine (qui étaient apparus en Italie durant "l'automne chaud" de 1969 et qui sont constitués par des délégués élus dans chaque atelier). Ils ne sont pas non plus leur prolongement. Après la vague de luttes pour la défense de l'échelle mobile des salaires en 1984 - à l'occasion de laquelle les conseils de fabrique autoconvoquèrent des réunions nationales, indépendamment des directions syndicales - les conseils de fabrique manifestèrent peu d'initiatives. Ils connurent une période de déclin d'activité, d'autant plus que la mobilisation de 1984 s'était conclue par une défaite.

Les COBAS actuels ressemblent plus aux comités unitaires de base (CUB) qui apparurent en 1968 et préparèrent la relance des luttes ouvrières de 1969. Les COBAS sont des structures hybrides. Dans un premier temps, ils émergèrent comme des regroupements d'avant-garde aptes à stimuler une prise de conscience et une riposte face aux manœuvres bureaucratiques. Peu à peu, ils s'élargirent et augmentèrent leur crédibilité organisationnelle comme politique. Parmi les enseignants, cette dynamique s'est constituée au travers d'as-

semblées plénières, régulières, dans les écoles, de l'envoi de délégués aux assemblées de ville qui se transformèrent de fait en comités de grève citoyens, placés sous contrôle régulier de la base. Plus tard, les COBAS se sont coordonnés à l'échelle nationale grâce à un système de délégations s'appuyant sur les assemblées de ville.

Les COBAS sont donc des instruments de lutte analogues à des comités de lutte et, en même temps, ils remplissent une fonction syndicale en opposition à l'orientation des directions des confédérations. A l'intérieur des COBAS la proposition fut faite quelquefois de les transformer en cinquième syndicat (à côté des trois confédérations nationales et du syndicat autonome corporatiste). Mais cette proposition a été rejetée par la grande majorité des travailleurs. Les COBAS se sont maintenus durant une longue période comme structures de lutte et de mobilisation. Dans ce contexte, ils ont acquis un poids politique significatif et ont même conquis l'hégémonie dans des catégories de travailleurs. Néanmoins, jusqu'à maintenant, ils n'ont pas manifesté de capacité à organiser de façon permanente l'ensemble d'une catégorie.

### Contre le droit de grève

La bourgeoisie et le gouvernement furent surpris par la force du mouvement et des grèves. La crainte de la contagion se révélait dans une série de déclarations des politiciens et des industriels. Dans les principaux journaux italiens, une série d'articles expliquaient pourquoi les COBAS ne pourront pas s'étendre au secteur industriel. Les médias, le gouvernement et les patrons ont relancé, avec plus de force que par le passé, une campagne pour la réglementation du droit de grève au moyen d'une nouvelle loi.

Le secrétaire de l'UIL, le socialiste Benvenuto, bien connu pour ses prises de position conservatrices, a réclamé du gouvernement une loi pour imposer l'ordre dans le secteur public. Il alla jusqu'à menacer d'organiser la récolte de signatures pour un projet de loi populaire, si sa revendication n'était pas prise en compte. La CGIL et la CISL, quant à elles, avaient adopté un système d'auto-réglementation préventive du droit de grève : préavis de quinze jours avant de déclarer la grève, renonciation à l'utilisation de la grève durant un certain nombre de jours par année, etc. Ces normes sont rattachées au contrat mais n'en font pas partie ; le contrat, lui, a force de loi. De ce fait, elles ne sont pas des normes statutaires et donc aucune sanction ne peut être prise contre ceux qui les transgressent. Or la CGIL proposait d'intégrer ces normes dans les contrats, ce qui, de fait, leur donnait un statut de loi et faisait de cette autoréglementation une limitation légale du droit de grève. De façon détournée, cela revenait à s'aligner sur l'UIL.

En novembre, le gouvernement a cherché à accélérer les rythmes. Il propose un décret de réglementation du droit de grève dans le secteur public. Cependant, les

contradictions en son sein et les rapports de forces ne lui permettent pas de mener à bien cette opération. Il n'en reste pas moins que durant toute la fin 1987 la discussion se développa, au sein des directions syndicales et dans le gouvernement, sur le thème d'une loi pour limiter le droit de grève et sur celui des sanctions à adopter contre ceux qui la transgresseraient.

La *Confindustria* a présenté un texte de réglementation du droit de grève dans l'industrie. Il met hors-la-loi les piquets de grève et le blocage par les ouvriers de l'entrée et de la sortie des marchandises. Or ces deux formes de lutte ont été amplement mises à contribution, avec succès, par les travailleurs italiens ces vingt dernières années. Si jamais une réglementation du droit de grève passait dans les services publics, cette proposition concernant l'industrie pourrait être appliquée. C'est aussi dans ce cadre qu'il faut replacer la grève du 27 novembre 1987.

L'attitude des directions syndicales face à la réglementation du droit de grève est déterminée, en grande partie, par leur perte de crédibilité chez les travailleurs, à cause de leur politique pro-patronale et pro-gouvernementale. Les dirigeants syndicaux établissent un lien entre cette réglementation et le problème de la représentativité, entre autres le droit de négocier et de signer les contrats. Ils espèrent, ayant perdu la confiance des travailleurs, obtenir celle de l'Etat en acquérant l'exclusivité de la représentation syndicale et, de ce fait, le droit de déclarer les grèves. Pour obtenir un tel "avantage", ils sont prêts à laisser attaquer un droit fondamental comme celui du droit de grève. Il est

clair qu'ils désirent réduire l'influence d'un mouvement comme celui des COBAS et les possibilités d'expression des structures de base du syndicat lui-même. Le 15 novembre, à Rome, une vaste assemblée inter-catégorielle des COBAS s'est tenue. Plus de 700 délégués ont fait le point de la situation et ont discuté en particulier des divers projets de limitation du droit de grève. De cette assemblée est sortie la proposition de convoquer pour le 12 décembre une manifestation nationale de protestation contre toutes les intentions de limitation du droit de grève. Cependant, afin de respecter la volonté des structures de base de chaque catégorie, la décision finale devait être prise par les COBAS eux-mêmes dans chaque ville. De plus, l'assemblée du 15 novembre jugea prématurée la mise en place d'une structure de représentation inter-catégorielle des COBAS. Elle s'est définie plus comme une rencontre et une coordination.

### Une coordination des COBAS

Dès que l'annonce du projet de manifestation du 12 décembre fut faite, une violente campagne de presse se développa. La police interdit la manifestation sous forme de cortège, comme cela était initialement prévu. Des divisions apparurent au sein des COBAS enseignants, où un secteur développe une orientation très corporatiste. Parmi les cheminots prévalut la décision d'une adhésion individuelle à la manifestation et non pas en tant que COBAS.

Le climat suscité par la presse, l'interdiction déclarée de la police et les divi-



sions au sein des COBAS affaiblissent la manifestation du 12 décembre. Elle ne réunit que 5 000 personnes sur une place de Rome. La riposte n'était pas à la hauteur de la gravité des attaques contre le droit de grève.

Néanmoins cet échec relatif n'a pas empêché que, le 13 décembre, les mécaniciens bloquent une fois de plus le trafic ferroviaire et que les travailleurs des aéroports fassent de même quelques jours plus tard. La combativité de ces catégories professionnelles et le rôle des COBAS sont confirmés par les décisions prises en ce début d'année 1988. De nouvelles grèves sont prévues par les mécaniciens, les agents de train et les travailleurs des aéroports. Le 24 janvier, une assemblée générale des COBAS enseignants doit discuter de la plate-forme pour le nouveau contrat collectif.

### Les actions engagées par les COBAS

Dans les prochains mois, il sera possible de savoir si les prémices d'une reprise des luttes sociales en 1987 se confirmeront et si les travailleurs réussiront à reprendre l'initiative après les défaites qui leur ont été infligées au cours des années 80. Le maintien d'une mobilisation de quelques catégories professionnelles qui rompt avec l'immobilisme syndical ambiant peut servir de référence à d'autres secteurs de travailleurs et, de ce fait, favoriser une reprise des luttes dans l'industrie. Là, les difficultés sont énormes, mais des indications d'une fermentation existent. Les tensions sur la question du salaire sont fortes, et il n'est pas impossible que cela se traduise par des conflits.

Les actions engagées par les COBAS sont essentielles pour rompre la paix sociale et lever la chape de plomb de la bureaucratie. Mais la bataille au sein des syndicats pour organiser et renforcer les courants combattifs et disposer ainsi d'un instrument utile pour intervenir politiquement dans les batailles sociales à venir n'est pas moins importante.

Les prochains congrès de la CGIL permettront de vérifier l'ampleur des oppositions antibureaucratiques. Les militants de la LCR (section italienne de la IVe internationale) développent une intense activité sociale et politique à la fois dans le mouvement des COBAS et à l'intérieur du syndicat, entre autres dans le courant dénommé "Démocrazia Consigliare" (Démocratie conseilliste) afin qu'il soit apte, particulièrement dans le secteur enseignant, à organiser de larges secteurs de base.

Le printemps 1988 verra, à coup sûr, des ripostes défensives face à la politique de contre-réforme du gouvernement. ■

**La Brèche ;  
10 janvier 1988**

## BELGIQUE

# L'imbroglie politique

**DOUBLE PARADOXE à l'issue des élections parlementaires du 13 décembre 1987. Les partis bourgeois de la coalition sortante chrétienne-libérale gardent une courte majorité parlementaire, mais sont incapables, politiquement, de continuer à gouverner sans les partis socialistes, vainqueurs du scrutin. Si les partis bourgeois perdent ainsi les élections, le mouvement ouvrier est loin de les avoir gagnées en ce qui concerne la possibilité immédiate de renverser la politique d'austérité.**

### François VERCAMMEN

**L**A BELGIQUE entre dans une grave crise politico-gouvernementale où la bourgeoisie et les dirigeants réformistes des mouvements ouvriers socialiste et démocrate-chrétien s'efforceront de trouver un accord. Au sein du mouvement ouvrier, le débat stratégique autour de la question "que faire face à la crise ?" est plus que jamais à l'ordre du jour. Une nouvelle situation politique émerge progressivement, dont l'arrière-fond est formé par la persistante polarisation entre les classes, (résultat de dix ans d'une résistance ouvrière active à la crise), et par la nouvelle récession internationale qui, avec la perspective du marché unique européen, donnera à la nouvelle conjoncture socio-politique un caractère nettement plus mouvementé, spasmodique et "politique".

### Qui gagne, perd !

Pour commencer, regardons les chiffres bruts du scrutin (voir tableau 1). Les "familles politiques" (1) au gouvernement reculent légèrement en % de voix : les sociaux-chrétiens francophones et flamands (PSC-CVP) perdent 1% ; les libéraux francophones et flamands (PRL-PVV) restent stationnaires, à la Chambre, cette coalition garde une courte majorité : 109 sièges sur 212. Théoriquement une coalition libérale-démocrate-chrétienne reste possible. La volonté politique de continuer avait été ouvertement affichée tout au long de la campagne électorale. Une réforme fiscale avait été annoncée, démagogiquement, dans un but clairement électoraliste, afin de reléguer à nouveau les partis socialistes dans l'opposition pendant une nouvelle législature de 4 ans, la politique belge se mettant ainsi à l'heure thatchérienne. Cette orientation avait le soutien avoué du patronat qui avant, pendant, et même après le scrutin, s'est ou-

vertement prononcé dans ce sens - chose plutôt rare en Belgique.

De plus, d'un point de vue arithmétique, la coalition sortante pourrait compter éventuellement sur le renfort des 16 députés de la Volksunie (fédéralistes flamands). Car celle-ci a repris sa difficile mutation d'un parti petit-bourgeois nationaliste en un parti bourgeois respectable, en se séparant de son aile fasciste de nationalistes flamands, devenue "Vlaams Blok". Mais la bourgeoisie prendrait un très grand risque en voulant gouverner à nouveau contre le mouvement ouvrier socialiste. Cela ferait 11 ans d'opposition pour celui-ci, de 1981 à 1992. Ainsi, la rentrée des partis socialistes dans un gouvernement, soit avec la famille démocrate-chrétienne, soit dans une combinaison "tripartite" d'union nationale, semble inévitable.

Pour le comprendre il faut regarder au-delà des chiffres bruts et des moyennes nationales.

### Déclin historique du principal parti bourgeois

Le grand capital belge a une double raison de s'interroger sur l'orientation à suivre, indépendamment même de la force persistante du mouvement ouvrier, son projet politique vole en éclat, il y a un affaiblissement de ses instruments politiques, surtout en Flandres, qui encadrent la population laborieuse et la jeunesse. Le Parti social-chrétien flamand (CVP) est entré dans une crise profonde. Des quatre partis politiques qui sont directement à sa solde, seul le parti libéral flamand, le

1) Après la scission organisationnelle complète, sur une base linguistique-nationale intervenue dans les partis politiques traditionnels, on utilise fréquemment le terme de "famille politique" pour désigner les partis "anciens" qui sont programmatiquement restés très proches. Il y a donc trois familles politiques : "socialiste" (PS-SP) ; libérale (PRL-PVV) ; sociale-chrétienne (PSC-CVP). Ils présentent des listes chacun dans sa propre "région" (soit Flandres, soit Wallonie). Par contre, ils présentent tous des listes, séparées, dans la "région bruxelloise".

|                                | 46 | 49 | 50 | 54 | 58 | 61 | 65 | 68 | 71 | 74 | 77 | 78 | 81 | 85  | 87  |
|--------------------------------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----|-----|
| <b>BELGIQUE</b>                |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |     |     |
| PSC-CVP                        | 43 | 44 | 48 | 41 | 47 | 42 | 34 | 32 | 30 | 32 | 36 | 36 | 26 | 29  | 28  |
| PS-SP 32                       | 30 | 35 | 37 | 36 | 37 | 28 | 28 | 27 | 27 | 27 | 27 | 25 | 25 | 28  | 31  |
| PRL-PVV                        | 9  | 15 | 11 | 12 | 11 | 12 | 22 | 21 | 16 | 15 | 16 | 16 | 21 | 21  | 21  |
| RW-PDF                         | -  | -  | -  | -  | -  | -  | 2  | 6  | 11 | 11 | 7  | 7  | 4  | 1   | 1   |
| Volksunie                      | -  | -  | -  | 2  | 2  | 4  | 7  | 10 | 11 | 10 | 10 | 6  | 10 | 8   | 8   |
| Communistes                    | 13 | 8  | 5  | 4  | 2  | 3  | 5  | 3  | 3  | 3  | 3  | 4  | 2  | 1   | 1   |
| Ecolo-Agalev                   | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | 1  | 5  | 6   | 7   |
| <b>WALLONIE</b>                |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |     |     |
| Socialistes                    | 37 | 39 | 45 | 48 | 47 | 47 | 36 | 35 | 35 | 37 | 39 | 37 | 36 | 39  | 44  |
| Sociaux-chrétiens              | 26 | 31 | 33 | 30 | 34 | 30 | 23 | 20 | 20 | 22 | 25 | 27 | 20 | 23  | 23  |
| Rass.wallon                    | -  | -  | -  | -  | -  | -  | 3  | 11 | 21 | 19 | 10 | 10 | 6  | 0,5 | 0,6 |
| Libéraux                       | 9  | 15 | 12 | 12 | 11 | 12 | 26 | 27 | 17 | 15 | 19 | 17 | 22 | 24  | 22  |
| Communistes                    | 22 | 13 | 8  | 7  | 5  | 7  | 10 | 7  | 6  | 6  | 5  | 6  | 4  | 2   | 2   |
| Ecolo                          | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | 1  | 6  | 6   | 6   |
| <b>FLANDRE</b>                 |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |     |     |
| Sociaux-chrétiens              | 56 | 54 | 60 | 52 | 57 | 51 | 44 | 39 | 38 | 40 | 44 | 44 | 32 | 35  | 31  |
| Socialistes                    | 27 | 24 | 26 | 29 | 28 | 30 | 25 | 26 | 25 | 23 | 22 | 21 | 21 | 24  | 24  |
| Libéraux                       | 8  | 13 | 9  | 11 | 10 | 12 | 17 | 16 | 16 | 17 | 14 | 17 | 21 | 17  | 19  |
| Volksunie                      | -  | -  | -  | 4  | 3  | 6  | 12 | 17 | 19 | 17 | 16 | 12 | 16 | 13  | 13  |
| Ecolo-Agalev                   | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | 1  | 4  | 6   | 7   |
| <b>BRUXELLES (19 communes)</b> |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |     |     |
| PDF                            | -  | -  | -  | -  | -  | -  | 10 | 19 | 35 | 40 | 35 | 35 | 23 | 11  | 11  |
| Sociaux-chrétiens              | 30 | 31 | 35 | 25 | 34 | 28 | 20 | 28 | 21 | 23 | 24 | 24 | 16 | 17  | 17  |
| Socialistes                    | 35 | 30 | 41 | 45 | 43 | 42 | 26 | 20 | 21 | 21 | 17 | 17 | 16 | 20  | 26  |
| Libéraux                       | 13 | 25 | 18 | 19 | 17 | 18 | 33 | 26 | 14 | 6  | 12 | 11 | 23 | 34  | 31  |
| Ecolo-Agalev                   | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | -  | 1  | 3  | 6   | 7   |

#### T1. Résultats électoraux 1946-1987 (à la Chambre, en % des voix)

PVV, s'en sort bien. Il passe de 17 à 19%, en récupérant à peu près 1/3 des voix perdues par l'autre parti bourgeois, le CVP. Mais les trois autres partis bourgeois traditionnels, à savoir les libéraux francophones (PRL) et les deux partis sociaux-chrétiens, le PSC et le CVP, reculent. Le PSC qui, sous l'impulsion de son aile liée au Mouvement ouvrier chrétien (MOC) a anticipé la chute du gouvernement, derrière le rideau de fumée des Fourons (2) (voir page 15), stagne et perd même un siège. Il est vrai que cette manœuvre lui a sans doute permis de limiter les dégâts. En revanche, au CVP, son homologue flamand, c'est la consternation. Avec 31%, le CVP atteint le score le plus bas de son histoire. Il est entré dans une crise politique profonde qui, du coup, frappe au cœur le système hégémonique de la bourgeoisie belge.

Ce système reposait, depuis le "tournant historique" de 1894, sur un mécanisme simple, mais profondément ancré dans la réalité de la société.

Le pivot du système, c'est le parti social-chrétien. C'est un parti bourgeois interclassiste : il regroupait - et en Flandre cette structure persiste - ouvertement les classes sociales organisées (le mouvement ouvrier chrétien, les classes moyennes, l'association paysanne, les patrons) qui envoient leurs représentants dans les comités locaux du Parti et y mènent une lutte politique lors de chaque

élection (les municipales étant encore plus importantes de ce point de vue que les législatives !) pour augmenter leur poids respectif (toujours au nom de "l'intérêt général" et contre "la lutte des classes" !). Ce n'est pas un regroupement électoral de notables, mais un parti "capillaire" grâce à un réseau très dense, de puissantes organisations sociales (syndicats, mutuelles, écoles, hôpitaux, églises et structures sociales parallèles propres...) Pour former des gouvernements, le PSC-CVP occupe constamment le pouvoir en s'alliant successivement soit avec le Parti libéral, soit avec la social-démocratie (les autres alliances, socialistes-libérales, ou union nationale tripartite sont exceptionnelles). Socialement parlant, il parvient à diviser en profondeur le mouvement ouvrier organisé.

La CSC, Confédération des syndicats chrétiens, qui fait partie du MOC organise un peu plus de la moitié des travailleurs syndiqués (1,2 million, alors que la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), le syndicat socialiste, en organise 1,1 million, sur un total de 3,3 millions de travailleurs salariés). Même si la CSC est une organisation syndicale indépendante du CVP, sa direction et ses cadres sont, historiquement et, en ce qui concerne la génération qui aujourd'hui quitte la scène, aussi personnellement et idéologiquement très attachés aux CVP-PSC.

|                | POS   |       |       | PTB   |       |       | PCB   |       |        |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
|                | 1987  | 1985  | 1981  | 1987  | 1985  | 1981  | 1987  | 1985  | 1981   |
| Total Belgique | 30513 | 14003 | 12352 | 45162 | 45685 | 45804 | 52003 | 71703 | 138978 |
| Flandres       | 15830 | 8233  | 7110  | 34389 | 36457 | 40446 | 14621 | 16173 | 42265  |
| Wallonie       | 10923 | 4731  | 3717  | 8448  | 7574  | 2955  | 30572 | 46910 | 80040  |
| Bruxelles      | 3760  | 1039  | 1525  | 2325  | 1654  | 2403  | 6810  | 8620  | 16673  |

#### T2. Les résultats (1981, 1985, 1987) du POS, PTB, PCB (à la Chambre)

Le déclin irréversible du CVP mine ce système de domination. Car, celui-ci ne peut continuer à fonctionner qu'à deux conditions : d'abord le quasi-monopole politique du CVP doit persister, permettant de satisfaire les appétits de sa clientèle très vaste, grâce à l'occupation permanente de l'appareil d'Etat ; ensuite, la collaboration "équilibrée" entre les classes en son sein doit satisfaire tous les groupes concernés.

En passant de 60% en 1950 à 31% en 1987, la satisfaction de cette double exigence devient de plus en plus difficile.

De plus, les députés CVP ouvertement liés au mouvement ouvrier chrétien, sont désormais en majorité dans ce parti ! De 35% en 1948, ils sont plus de 50% en 1987. Plus le CVP s'affaiblit, et plus le MOC y gagne en influence. Mais moins le CVP constitue la base, le "premier étage", du système belge de collaboration entre les classes !

Dans une perspective politique plus large, le déclin du CVP a de quoi inquiéter la bourgeoisie.

D'abord, parce que le quasi-monopole politique du CVP en Flandres a toujours été un contrepoids indispensable face à la "menace" d'une Wallonie "rouge". Or, au moment où le CVP décline, le PS progresse spectaculairement. Avec ses 44% de 1987, il frise la majorité absolue des sièges en Wallonie ; il y a une "majorité de gauche" très nette en voix, si l'on additionne PS, Ecologistes, PCB, POS, PTB (3).

Ensuite, parce que cette perte électorale, qui entame la capacité hégémonique du CVP sur la société flamande et, par le biais de l'appareil d'Etat national, sur la société belge tout entière, reflète aussi une perte d'encadrement social vis-à-vis du mouvement ouvrier chrétien et de la jeunesse "catholique" en ébullition depuis 1965. Finalement, tout cela intervient au moment où le projet politique, mis en place par la bourgeoisie en 1980-81, est mis en échec par le suffrage universel : elle avait pris un véritable virage en voulant exclure, pendant toute une période, les partis socialistes du gouvernement national (et des "gouvernements" wallon et flamand) afin d'entamer le poids considérable du mouvement ouvrier organisé (politique et syndical) dans la société. Désormais, incapable de continuer "la ligne" des années 1981-87, elle ne peut pas non plus opérer un simple retour en arrière vers la collaboration de classes des années 70.

2) Les Fourons constituent un groupe de villages, transféré administrativement, en 1962, de la Wallonie vers la Flandre, par un "troc" typiquement belge. La population y vote à des majorités des 2/3 son "retour à Liège", son bourgmestre, José Happart, refuse de parler le flamand - on le comprend - ce qui provoque le sentiment national flamand - on le comprend aussi - puisque les Fourons se situent désormais administrativement en Flandre. En fait, derrière le cas des Fourons se trouve tout le problème national et l'incapacité de la bourgeoisie de procéder à cette grande réforme démocratique que serait la réorganisation fédérale de l'Etat belge.

3) POS/SAP, Parti ouvrier socialiste/Socialistische Arbeiders Partij, section de la IVe Internationale.

PTB/PVdA, Parti du travail belge/Partij Van der Arbeid, parti maostalinien.

Heureusement pour le grand capital, les dirigeants réformistes de la social-démocratie et de la démocratie-chrétienne s'offrent encore une fois comme ses meilleurs serveurs.

Les partis socialistes viennent d'obtenir une victoire électorale marquante. Dans l'ensemble du pays, ils progressent de 3% et deviennent la première "famille politique" du pays (comme en 1936). Cette constatation doit pourtant être relativisée, car le mouvement ouvrier (social-démocratie, PC, gauche révolutionnaire) ne retrouve pas sa force électorale de 40% aux élections de 1925, 1932, 1946 (45%), et 1961 (suite à la grève générale).

### La social-démocratie gagne

Le PS regagne, en Wallonie, les voix perdues depuis 1965, en récupérant la "gauche wallingante" et s'y impose à nouveau, comme la force dominante. Le SP (flamand) a repris une certaine vigueur, mais il est bloqué par les écologistes (Agalev : 7%) et la gauche révolutionnaire (très minoritaire, mais très "visible").

Mais cette victoire électorale des PS-SP survient à contretemps, car elle succède à un nouvel échec d'une montée ouvrière très importante qui en mai 1986, a failli déboucher sur une grève générale "au finish". Les dirigeants sociaux-démocrates qui ont tout fait, d'abord pour briser l'irruption de la grève générale, et ensuite pour anesthésier la combativité, réussissent à récolter les fruits d'une indéniable et persistante polarisation socio-politique entre les classes sociales, mais dans une conjoncture de reflux. Néanmoins, la classe ouvrière, mise en échec sans être battue, continue à marquer sa résistance à la politique d'austérité. Preuve directe : le vote PS-SP. Preuves indirectes : la chute du gouvernement de coalition Martens-Gol, qui a débouché sur les élections anticipées de décembre 1987, a été provoquée par l'aile ouvrière des partis chrétiens au gouvernement. Craignant le démantèlement de la Sécurité sociale à la faveur d'une réforme fiscale pro-patronale, c'est le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) qui a utilisé l'affaire des Fourons pour préparer un renversement d'alliance gouvernementale. D'autre part, ce n'est pas par hasard que le gouvernement en fonction va trouver sur sa table, le mémorandum commun de la FGTB et de la CSC - pour la première fois depuis 10 ans ! Mais pas plus que les programmes électoraux des PS-SP et des candidats du MOC sur les listes CVP-PSC, ce mémorandum ne quitte le cadre de la politique d'austérité, quand bien même il formule des revendications que la bourgeoisie vient déjà de rejeter d'une manière fracassante.

Sauf événement bouleversant, il ne faudra pas s'attendre à une relance rapide des batailles sociales interprofessionnelles, à la faveur de cette "victoire" électorale et de cette pression accrue du front commun syndical.

Les partis ouvriers à la gauche de la social-démocratie (PC, POS, les mao-staliniens du PTB), ne sont pas parvenus à capter une partie significative du mécontentement de la population laborieuse. Le "vote utile" pour "enfin" (!) chasser Martens-Gol a poussé, encore une fois, toute une couche de travailleurs à voter pour les PS-SP, même si - et nous l'avions bien senti lors de notre campagne - la méfiance à l'égard du PS-SP est profonde et massive, avant même une éventuelle rentrée au gouvernement. Le Parti communiste, le Parti ouvrier socialiste et le Parti du travail de Belgique qui, ensemble, obtenaient encore 197 134 voix en 1981, tombent à 127 678 en 1987 (2%) (voir Tableau 2).

Mais ce chiffre brut doit être bien interprété. D'abord, il y a le vote écologiste qui traduit, en grande partie, un vote à la gauche de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne, même si ces partis (Agalev et Ecolo) ne peuvent être considérés comme partie intégrante du mouvement ouvrier organisé. Les écologistes font 7,5% (+ 0,9%).

Ensuite, le recul de ce qui, en Belgique, est perçu comme étant l'extrême-gauche, est exclusivement le résultat du déclin dramatique du Parti communiste. De 151500 voix en 1977, il est tombé à 52000 en 1987. Avec ses 765 675 voix, la gauche révolutionnaire devient pour la première fois plus forte que le PC !

### Changement à l'extrême-gauche

Si tout cela reste un phénomène électoral marginal au niveau national, ce n'est plus le cas dès qu'on jette un coup d'œil sur les cantons à forte concentration urbaine et ouvrière. Ainsi, à Anvers, où la social-démocratie est, avec ses 27,3%, la première force politique, la "gauche de la gauche" (Ecolo, PC, POS, PTB) rassemble 14,3%, soit plus de 50% des voix de la social-démocratie. Dans toute une série de cantons (la plus petite circonscription électorale correspondant souvent à une ville avec ses faubourgs) le PTB et le POS vont au-delà de 1,5 et parfois de 2%.

En fait, il y a un "retard" dans l'expression électorale du poids de la gauche révolutionnaire dans la société au sens large, et dans le mouvement ouvrier. Cela se remarque à coup sûr dans les luttes, mais aussi dans certains phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier organisé : "les syndicalistes de combat" (dont beaucoup de militants révolutionnaires) ont été plébiscités par leurs compagnons de travail, lors des récentes élections sociales d'avril 1987 (4). Ils percent de plus en plus dans les délégations syndicales d'entreprise et dans les comités exécutifs des centrales syndicales.

C'est dans ce cadre que se place un autre phénomène : la percée médiatique du POS et son progrès électoral spectaculaire. Avec nos 31 000 voix, nous doublons nos chiffres et nous progressons dans toutes les circonscriptions électorales sans exception. Le POS devient le



deuxième parti de l'extrême-gauche en Wallonie et à Bruxelles (chaque fois après le PC, mais avant le PTB), et en Flandres (avant le PC, mais après le PTB). Le recul du PCB, le tassement du PTB (qui rate son opération sectaire de faire élire à Anvers son "médecin du peuple" comme député) et le progrès du POS bouleversent les rapports de forces à "la gauche de la gauche". La presse bourgeoise n'a pas manqué de prendre acte du "phénomène POS" (*Le Soir, La Libre Belgique, De Standaard*).

Désormais la possibilité d'une percée parlementaire de l'extrême-gauche est obligatoirement liée à l'unité entre le POS, le PTB et le PCB, ce pour quoi nous militons depuis des années. Le choc que viennent de subir, chacun à leur manière, le PTB et le PC, a provoqué un début de mouvement. Au PC, qui est à son minimum historique, cela part dans tous les sens. Trois attitudes se manifestent : 1) un courant, impulsé par ses permanents syndicaux (staliniens et eurocommunistes confondus) plaide pour une entrée dans la social-démocratie, surtout en Wallonie ; 2) le courant "ultra-eurocommuniste" (majoritaire à Bruxelles) prépare sa "liquéfaction" dans un "mouvement" avec les écologistes ; 3) un courant, majoritaire en Flandres, semble s'orienter vers l'unité avec le POS et le PTB.

Ce dernier de son côté, vient de s'aligner derrière Gorbatchev et cherche à se rapprocher du PC, en lançant en même temps une violente campagne contre le trotskysme et le POS.

Mais l'exigence unitaire est très forte parmi l'avant-garde politisée et cela au moment où s'annoncent les élections municipales (octobre 1988) et européennes (juin 1989).

4) Les élections sociales se tiennent tous les quatre ans sur un laps de temps de trois semaines. Les travailleurs du secteur privé y élisent leurs délégués aux Conseils d'entreprise et aux Comités d'hygiène et sécurité.



Le POS aborde cette nouvelle étape avec un nouvel élan politique et organisationnel.

Le gain que nous apporté la campagne électorale est avant tout une percée dans les médias et dans l'opinion publique large qui ont constaté l'existence d'un "nouveau" (sic) Parti socialiste.

Par le tirage au sort, nous avons obtenu le numéro 1 dans l'ordre de passage sur les antennes, ce qui a attiré l'attention d'un large public sur nous. Ainsi notre message politique, que nous avons "amélioré" au fil des campagnes électorales, a-t-il suscité l'intérêt et rencontré un écho politique important.

Au fil des dix dernières années, le POS a réalisé une importante mutation politique et organisationnelle. En déplaçant le centre de gravité de son implantation vers les grandes entreprises privées et publiques, en menant des batailles politiques dans le mouvement syndical, en intervenant avec sa propre ligne dans les montées sociales qui se sont succédées en 1977 et 1987, le POS a appris à accompagner l'avant-garde ouvrière et jeune, produit des luttes, vers une perspective politique d'ensemble, basée sur le front unique ouvrier.

Cette ample agitation sociale et politique a été répercutée systématiquement sur l'arène électorale : avec de plus en plus de force organisationnelle et de savoir-faire politique, le POS a participé chaque fois aux élections générales, c'est-à-dire concernant l'ensemble du pays.

Cette activité électorale régulière impose un degré d'organisation supérieur en termes de système de propagande, de collectes de signatures pour remplir et déposer les listes de candidats députés et sénateurs. Ainsi, nous avons été, comme en 1985, présents dans l'ensemble des 30 circonscriptions du pays (à la Chambre et au Sénat). Et nous avons présenté à peu près 325 candidatures. Tout cela est indis-

pensable pour avoir accès aux moyens de communication de masse et pour engager le maximum de sympathisants dans l'activité électorale du Parti. En même temps, nous avons appris à considérer les élections comme une vraie lutte pour gagner des voix, "une par une". Ce travail de conviction parmi les masses (à l'entreprise, dans les réunions syndicales, sur les marchés, par le porte-à-porte) a, en retour, un impact considérable sur la mise en oeuvre de notre ligne politique. En rompant avec un propagandisme abstrait et semi-gauchiste, nous avons affiné notre message en l'orientant systématiquement vers "une issue politique" d'ensemble.

### Bâtir un pôle d'attraction unitaire et classiste

Ainsi, un espace s'ouvre pour le POS au moment où une nouvelle situation politique émerge et que le paysage change à "la gauche de la gauche". La particularité de la situation en Belgique réside dans un niveau d'auto-activité des masses rarement atteint et dont la montée s'étale maintenant sur dix années (1977-1988), alors que l'offensive d'austérité et de militarisation s'amplifiait. Il s'agit là d'une bataille politique d'envergure que les travailleurs, les femmes et les jeunes ont livrée.

Les masses ont ainsi accumulé une expérience politique (avec et sans luttes directes) qui a créé une polarisation socio-politique entre les classes, une politisation globale "brute" et une radicalisation de l'avant-garde. Electoralement, les fruits restent limités. Socialement parlant, c'est différent : pour le POS "l'accès" à la classe ouvrière ne cesse de s'élargir, et un début de recomposition du mouvement syndical apparaît.

Bâtir un pôle d'attraction anticapitaliste et unitaire est vital au moment où une très grave récession économique internationale se profile à l'horizon, que la social-démocratie belge devra affronter en portant la responsabilité gouvernementale. Quel sera, dès lors, le comportement du large courant de travailleurs socialistes, déjà très opposés à la droite et très méfiants vis-à-vis de "leur" direction ? Quelles seront les retombées de ce qui bouge à l'Est dans l'avant-garde politisée qui s'intéresse au débat politique proprement dit ?

Comment les écologistes, le PC et le PTB vont-ils, eux, répondre aux difficiles problèmes de programme, de ligne et de tactique qui vont émerger dans la nouvelle conjoncture

Une échéance difficile se prépare, mais elle est riche de possibilités pour progresser dans la construction du parti.

27 janvier 1988.

## BELGIQUE

# "Moi, je reste concret"

**ADULE PAR LES UNS, honni par les autres, José Happart, le bourgmestre des Fourons, est sans conteste une personnalité clé**

**de la situation politique. Parce que le problème des Fourons, qu'il incarne, est devenu incontournable. Mais aussi parce que José Happart pèse de tout son poids sur le principal parti ouvrier de ce pays, Le Parti socialiste. La Gauche, journal du POS, a interviewé José Happart sur le problème communautaire, mais aussi sur sa vision "concrète" de la crise économique, de l'austérité, de l'action syndicale, etc. Nous en publions de larges extraits.**

■ **LA GAUCHE** : *Que signifie concrètement l'oppression des droits des francophones aujourd'hui dans les Fourons ? Peux-tu donner des exemples ?*

- **José HAPPART** : Aujourd'hui même, sur la base d'un simple avis du conseil d'Etat du gouvernement Martens, le gouverneur du Limbourg a décidé d'annuler les votes du conseil communal des Fourons, que je préside, sur les douzièmes provisoires. Nous ne pouvons donc pas payer les fonctionnaires communaux. 31 membres du personnel sont pris en otage, dont 24 sont mariés et ont au total 15 enfants...

Quand un jeune couple de francophones se marie aux Fourons, l'acte de mariage est obligatoirement en flamand et ne peut pas être traduit. C'est la même chose pour tous les documents officiels.

Une demande de permis de construire

rédigée en français doit attendre trois ans... Pour avoir accès au troisième circuit de travail un chômeur francophone, doit prouver qu'il connaît le néerlandais. C'est une obligation qui n'est imposée nulle part dans le pays...

A l'inverse, les gendarmes devraient être bilingues, mais 5% à peine parlent le français...

**■ Quelle est selon toi la juste solution pour les Fourons ?**

- Le retour à Liège. Avant 1969, il n'y a pas trace d'une plainte d'un Fouronnais flamand. Ils obtenaient tous les formulaires en flamand s'ils le désiraient. Un certain nombre de documents officiels étaient d'ailleurs rédigés dans les deux langues.

**■ N'as-tu pas de compréhension pour les traces que l'oppression nationale a laissées dans la conscience du peuple flamand ?**

- Si, mais nous avons subi la même oppression. Mon grand-père était Wallon, il ne comprenait pas le français. Qui parlait français ? La bourgeoisie, en Wallonie aussi bien qu'en Flandre ou à Bruxelles. La bourgeoisie qui possédait les mines et les usines wallones, vivait à Bruxelles. C'était ainsi partout, au dix-neuvième siècle.

A l'époque, la Flandre était financée par la Wallonie. La plus grande part du Produit national brut était alors créée en Wallonie, par la sueur des Wallons. (...)

**■ Et pourquoi ne t'adresses-tu pas aux travailleurs, aux progressistes flamands ?**

- Ce n'est pas à moi de faire en sorte que cette gauche flamande fasse entendre sa voix. Je reçois des lettres d'insultes mais pas toujours. Je réponds toujours, dans la langue qu'ils souhaitent. On me reproche d'être trop radical. Je ne suis pas un mendiant. Je respecte, moi, le droit des gens et leur dignité. Mais il ne faut pas me demander d'être gentil. On ne demande pas d'être gentil à des gens qui sont en prison depuis 25 ans, comme les Fouronnais.

**■ Il est probable que le PS entrera au gouvernement. Quelle solution attends-tu qu'il apporte pour les Fourons ?**

- Je réserve ma réponse là-dessus au formateur, à l'informateur, ou au négociateur. Le minimum acceptable pour nous, c'est la levée de la tutelle du Limbourg et un statut bilingue.

**■ Le PS veut gouverner avec le CVP. Or le CVP refuse de bouger sur les Fourons. N'est-ce pas contradictoire ?**

- Aucun parti flamand ne veut bouger. Aussi longtemps que la gauche n'a pas de

majorité absolue, un gouvernement du PS avec le CVP est toujours mieux qu'un gouvernement avec le PVV, non ?

**■ On peut imaginer une autre solution : un gouvernement du PS avec le Mouvement ouvrier chrétien, sans le PSC-CVP.**

- Il ne faut pas rêver. Moi, je reste concret.

**■ Si tu es concret tu dois te poser la question de trouver un partenaire, en Flandre, pour dégager une majorité prête à changer le statut des Fourons. C'est possible avec le CVP ?**

- Il faut une solution, sinon il n'y aura plus de Belgique. La seule issue c'est de respecter la volonté de l'électeur.

**■ Certains responsables flamands sont prêts à changer quelque chose aux Fourons, en échange d'un fédéralisme. Mais pour cela, dans le cadre des structures actuelles que le PS respecte, il faut une majorité des deux tiers. Les travailleurs doivent-ils subir une tripartite pour résoudre le problème des Fourons ?**

- Non, il ne faut pas nécessairement une tripartite. Socialistes et Sociaux-chrétiens appuyés par Ecolo et Agalev, cela fait une majorité des deux tiers. Gouverner de nouveau avec les libéraux serait un échec pour le monde du travail. Quoique un tiers des chômeurs votent libéral...

**■ Selon le PS et toi il y a un lien indissoluble entre le communautaire et le socio-économique. Penses-tu aussi que la division communautaire entre travailleurs flamands et wallons affaiblit les travailleurs dans leur lutte socio-économique ?**

- Oui, mais les syndicats refusent de voir la réalité. J'ai vu beaucoup de ménages dans lesquels on s'entend mieux après la séparation...

**■ Tu es pour une scission communautaire des syndicats ?**

- Certainement. Mieux vaut se séparer avant que la vie commune ne devienne impossible. Sidmar ne fait pas grève quand on ferme Valfil. (...)

**■ La note sera lourde si on "communautarise" les conventions collectives...**

- Aujourd'hui déjà les travailleurs de Sidmar gagnent plus que ceux de Cockerill. Si l'on instaure un fédéralisme radical, il faudra un état des lieux. Les Flamands devront alors rembourser ce qu'ils ont reçu, pour l'infrastructure par exemple.

**■ Qu'est-ce que le socialisme, pour toi ?**

- L'Homme avant l'argent. C'est pour cela que j'ai aidé les "restos du cœur".

**■ En tant qu'agriculteur, l'estimes-tu porteur de valeurs que le monde ouvrier devrait reprendre ?**

- Oui, la compréhension réciproque. Les agriculteurs de plus en plus, sont aussi des travailleurs. Grâce à moi le PS se penche plus sur les problèmes des agriculteurs.

**■ Ton adhésion au PS est-elle aussi une adhésion à l'idée que la société est divisée en classes antagoniques ?**

- Oui, mais on vit à l'Ouest. Quand la gauche mène une politique à la Mauroy, elle se fait sans doute plaisir c'est bon pour l'idéal. Mais Fabius est plus logique. Quelle est la bonne solution ? Tant que des travailleurs flamands acceptent que l'on démonte des usines de Wallonie pour les reconstruire en Flandre, il faudra faire preuve de réalisme. (...)

C'est simpliste de dire comme vous le faites qu'il s'agit d'une confrontation entre le travail et le capital, car ces décisions sont prises au Parlement, par les partis.

**■ Es-tu pour l'union des "forces vives" régionales, l'union entre les représentants des travailleurs et les patrons ?**

- Le monde du travail doit être élargi à tous ceux qui travaillent, y compris la classe moyenne. Mais il ne faut pas faire d'amalgame avec les représentants de la grande finance et des multinationales, comme Bodson ou Frère. Pour gagner la population il faut une politique de centre-gauche, l'extrême-gauche fait peur...

**■ Et en cas de krach boursier, qu'advient-il du revenu des travailleurs ?**

- C'est comme au football : sur le terrain on n'est pas sûr de gagner ; mais en restant sur les gradins on est sûr de perdre...

Ça me fait penser à la faillite de la Banque du Travail, dans les années trente, qui a ruiné des milliers d'épargnants populaires...

Ce n'est parce que ça a raté une fois que ça ratera encore. La grève de 1960 aussi a été une faillite et une faillite qui a coûté cher aux travailleurs...

**■ Le syndicalisme est-il dépassé ? Doit-il accepter de s'adapter ?**

- Les attelages à chevaux sont certainement les plus beaux, et c'est meilleur pour les petits oiseaux. Mais on n'utilise plus les chevaux pour le transport moderne. Il faut comprendre que nous vivons dans un monde capitaliste, et participer financièrement au Capital. ■

Propos recueillis pour  
La Gauche par Marijke COLLE,  
Alain TONDEUR et Eric TOUSSAINT  
30 janvier 1988

# Un Service de santé bien malade

**DES MILLIERS D'INFIRMIERES et d'autres travailleurs de la santé sont descendus dans la rue dans toute la Grande-Bretagne le mercredi 3 février pour protester contre l'amputation constante des ressources du Service national de santé (NHS) pratiquée par le gouvernement. En Ecosse, il avait été décidé d'une journée d'action, pour un peu plus tard dans le mois. Les infirmières, qui pour la première fois, participent à une action de grève coordonnée nationalement sont à la tête du mouvement à Londres et dans la plupart des grandes villes. Elles ont délibérément choisi de limiter l'ampleur des grèves afin que les patients hospitalisés n'aient pas à pâtir de leur action. Des piquets ont été formés par les grévistes et les infirmières qui n'étaient pas de service, y compris des adhérentes du Collège Royal des infirmières (RCN), organisation corporatiste où la grève est interdite. Cette journée d'action marque le départ d'une campagne d'un mois de grèves et de protestations. Tous les sondages montrent qu'une majorité des travailleurs de la santé soutiennent ces actions, et qu'une large majorité du public est très mécontente de la façon dont le gouvernement traite la question de la crise du NHS. La sympathie est particulièrement forte pour les infirmières sous-payées. Le gouvernement a mis de l'huile sur le feu en "déplorant" l'action des infirmières et en faisant savoir clairement qu'il n'y aurait pas d'augmentation substantielle des salaires des infirmières cette année.**

**Penny DUGGAN**

**L**A DECISION DES INFIRMIERES de plusieurs hôpitaux des grandes villes de Grande-Bretagne, d'appeler à une grève de 24 heures pour le 3 février est un avertissement au gouvernement conservateur. Des grèves limitées d'infirmières, dans un seul hôpital, se sont déjà montrées efficaces. Les 38 infirmières de nuit de Manchester qui ont fait grève le 7 janvier dernier pour protester contre la réduction des allocations liées aux services spéciaux, ont obtenu l'accord du gouvernement pour que l'organisme qui établit le salaire des infirmières depuis la lutte de 1982-1983 du NHS, reconsidère cette question. A Edimbourg, le refus des heures supplémentaires par les infirmières, pendant sept semaines, a débouché sur l'embauche de personnel supplémentaire. Mais c'est la première fois que les infirmières britanniques organisent un mouvement de grève coordonné nationalement.

Leurs revendications portent essentiellement sur la question des salaires. Elles veulent une augmentation de 20% tout de suite, afin d'être payées conformément à leur formation et à leurs responsabilités et d'être au même niveau que d'autres employés qualifiés des Services pu-

blics. Le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale fut prompt à souligner qu'avec 147 livres (une livre = environ 10 ff) par semaine, les infirmières gagnent un peu plus que le salaire moyen des femmes travailleuses, manuelles ou non-manuelles, qui est respectivement de 142,20 et 108, 20 livres. Mais les salaires des femmes en Grande-Bretagne sont en moyenne inférieurs de 30% à ceux des hommes. Une élève-infirmière qui a déjà fait trois années de formation, et qui doit souvent prendre la responsabilité d'un service entier de nuit, est payée 5170 livres par an, tandis que les pompiers ou les policiers, à majorité masculine, gagnent plus de 3000 livres de plus par an, à l'embauche.

## Un double emploi

Pour de nombreuses infirmières, surtout à Londres, où le coût de la vie a monté en flèche ces dernières années, un deuxième emploi est vital pour couvrir les dépenses de base de logement et de nourriture. Certaines travaillent le soir comme barmaids ou serveuses ou bien ont un autre emploi d'infirmière, fourni par des agences d'intérim privées, et reviennent souvent dans le même service de l'hôpital qu'elles ont quitté quelques heures aupara-

vant. Le NHS est obligé de dépenser des milliers de livres pour occuper les postes vacants avec des infirmières envoyées par ces agences.

Mal payées, surchargées de travail, les infirmières du NHS sont encensées comme des "anges" par la presse populaire, mais ce dont elles ont besoin, c'est d'un salaire qui leur permette de vivre. Plus de 30 000 infirmières diplômées ont quitté le NHS en 1986. Elles invoquent les bas salaires et la non-reconnaissance de leur longue formation et des responsabilités qui pèsent sur leurs épaules. Un médecin connu expliquait récemment qu'il considère les infirmières comme des "servantes", on peut alors comprendre aisément que des femmes qui ont au moins trois ans de formation derrière elles trouvent leur situation insupportable !

## Des conditions de travail intolérables

Des 500 000 infirmières et sages-femmes de Grande-Bretagne, la moitié est membre du Royal College of Nursing (RCN), où la grève est interdite. Il n'est pas surprenant de voir que les infirmières quittent cet organisme pour rejoindre l'un des deux syndicats des services de santé, le Syndicat national des employés des Services publics (NUPE) ou la Confédération des employés des Services de santé (COHSE) car elles ne voient pas d'autre moyen pour faire avancer la solution de leurs problèmes que d'utiliser les formes ouvrières traditionnelles de protestation.

Le RCN est d'accord avec ces deux syndicats pour considérer que les conditions de salaires et de travail des infirmières sont intolérables. Non seulement elles ont de bas salaires, mais elles sont obligées de faire des heures supplémentaires car la privatisation des services de nettoyage de certains hôpitaux a entraîné leur réduction. Du fait de la diminution du nombre des lits, 90% d'entre eux sont occupés par des patients gravement malades, ce qui augmente énormément le travail et la tension pour ceux qui s'en occupent. Trop souvent, des patients doivent quitter l'hôpital avant d'être totalement remis afin de laisser la place à d'autres arrivants.

## Dangereux d'être malade !

Dans les derniers mois, les journaux britanniques ont fait leurs gros titres sur le manque d'argent du NHS. Des titres tels que "*Des bébés attendent en souffrant*", "*La drogue miracle trop chère pour le NHS*", "*Le taux de mortalité infantile croît avec l'approfondissement de la crise du NHS*" ont été monnaie courante. Le pays tout entier a été choqué par le cas d'un enfant de quatre ans qui est mort car son opération à coeur ouvert avait été retardée, à cinq reprises, à cause du manque d'équipement. Un assistant en chirurgie cardiaque estimait récemment que 5 000 personnes par an meurent du fait du caractère inadéquat du NHS. Les sondages d'opinion montrent que, pour la première fois en 7 ans, le service de santé a remplacé le

chômage, comme première préoccupation de l'électorat.

C'est le gouvernement central qui finance principalement les services de santé. Le principe en est que les soins médicaux doivent être "gratuits là où ils sont donnés". Les usagers paient soit un tarif de base soit une contribution proportionnelle pour certains actes médicaux comme les ordonnances ou les soins dentaires. Mais aujourd'hui la Grande-Bretagne dépense, pour la médecine, une proportion moindre de son produit national brut (PNB) que n'importe quel pays d'Europe de l'Ouest. Le manque de fonds, particulièrement pour le secteur hospitalier, a provoqué un large débat public autour des besoins du NHS et de la façon la plus efficace de financer le système.

### Le premier des employeurs de Grande-Bretagne

Le gouvernement conservateur se targue d'un prétendu accroissement des dépenses réelles du NHS depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 1979. Cependant, à la mi-décembre, la pression des protestations venant de toutes les catégories de travailleurs concernés, y compris les médecins du haut de la hiérarchie, a obligé le gouvernement à octroyer, au secteur hospitalier, une subvention supplémentaire d'urgence de 102 millions de livres pour 1987 et de 707 millions pour 1988.

De nombreux secteurs des travailleurs de la santé ont engagé des luttes pour défendre leurs salaires et leurs conditions de travail. La Confédération syndicale (TUC) d'Ecosse a appelé à une grève pour protester contre les plans de privatisation de certains secteurs de la santé. Les travailleurs du service des transfusions sanguines ont également voté pour l'action. Le NHS est le plus gros employeur de Grande-Bretagne. Le climat social qui y règne exerce une grande influence car les hôpitaux forment aujourd'hui les plus grandes concentrations de main-d'œuvre dans une majorité de circonscriptions électorales.

Une contre-offensive concertée des employés du NHS, emmenée par les infirmières qui bénéficient d'un large soutien de la population, pourrait rendre la vie difficile à Margaret Thatcher et à son gouvernement, dans les mois à venir. ■

5 février 1988



## Mobilisation pour le droit de choisir

**D** EPUIS QUELLE A ETE VOTEE en 1967, la loi britannique sur l'avortement a fait l'objet de continuelles attaques. La Campagne nationale pour l'avortement (NAC), organisation fondée en 1975, pour lutter contre l'une des ces attaques, un projet de loi visant, déjà, à raccourcir le délai autorisé, a continué depuis à oeuvrer pour l'extension des facilités matérielles permettant l'avortement.

Dernière en date d'une longue liste de tentatives de restreindre la loi, particulièrement sur la question de la date limite, on trouve la proposition de David Alton, député de Liverpool du Parti libéral, catholique et célibataire. Il ne fait pas secret de sa position personnelle selon laquelle tout avortement devrait être hors-la-loi, son projet de décret vise à ramener la date limite de 28 à 18 semaines.

Ce projet est passé en deuxième lecture devant la Chambre des Communes, le vendredi 22 janvier, avec une majorité de 45 voix (298 pour, 253 contre et 96 non-votants). Il sera maintenant discuté et probablement amendé par une commission composée de députés en proportion conforme à ce vote, et repassera en troisième lecture avant l'été. S'il passe ce stade il ira alors devant la Chambre des Lords.

Les sondages d'opinions ont constamment montré que le soutien à la légalisation de l'avortement ne cesse d'augmenter. Bien que la date limite et le débat sur la viabilité du foetus soient les aspects les plus vulnérables de la législation actuelle, un sondage publié dans *l'Indépendant*, réalisé par une société de marketing réputée, Marplan, montre que 51% des personnes interrogées se prononcent contre Alton. Lors de la deuxième lecture, la coalition large "Luttes contre le décret Alton" (FAB, Fight the Alton Bill) lancée par la NAC a mobilisé plus de 30 000 personnes dans des initiatives locales et nationales très diverses, y compris une manifestation massive d'étudiants, une délégation massive au Parlement, une marche aux flambeaux non mixte, des manifestations locales et des réunions publiques dans la plupart des grandes villes. 24 syndicats ont adhéré au FAB dont celui des mineurs, dirigé par Arthur Scargill, qui a, pour la première fois, pris position en faveur du droit des femmes de choisir. La Confédération syndicale (TUC) de Grande-Bretagne qui représente 9 millions de travailleurs a appelé à soutenir ces mobilisations.

Parmi les orateurs, lors de ces meetings, on trouvait des représentantes de la

santé qui, en tant que femmes et que travailleuses, font l'expérience journalière des mesures de réduction des ressources dévolues à l'avortement et à la santé des femmes en général. Des oratrices de l'Etat espagnol et de l'Irlande ont évoqué ces femmes qui doivent venir en Grande-Bretagne pour avorter à cause des lois restrictives dans leur pays. En Irlande l'avortement est totalement illégal. Au moins 15 femmes par jour traversent la mer d'Irlande pour avorter.

L'argument anti-avortement est que les progrès accomplis par la technologie médicale permettent à des bébés très prématurés de survivre et que les avortements tardifs sont des "assassinats de bébés".

En fait, seul un très petit nombre d'avortements a lieu à un stade avancé de la grossesse. Selon un article de l'hebdomadaire économique britannique *The Economist* (qui ne jouit pas d'une réputation de féminisme !) seuls 5% des 172000 avortements réalisés en Grande-Bretagne en 1986 ont eu lieu après 18 semaines. La moitié concernait des étrangères, venant de pays où la date limite est inférieure. *The Economist* souligne que parmi les 4 750 Britanniques qui ont avorté au-delà de 18 semaines, la plupart avait fait leur demande avant 12 semaines et que le retard était dû au manque de facilités mises à leur disposition par le NHS. Les autres étaient soit des femmes très jeunes qui n'avaient pas réalisé, ou avaient refusé d'admettre leur grossesse, soit des femmes ayant été averties qu'elles portaient un fœtus malformé.

La NAC a toujours fait campagne pour accroître le nombre de services d'accueil, car c'est le meilleur moyen d'éviter les avortements tardifs. En Suède où l'avortement est aisément obtenu jusqu'à 12 semaines, 96% d'entre eux ont lieu pendant cette période, contre 84% en Angleterre et au pays de Galles.

### Mobilisation syndicale

Les femmes travaillistes sont particulièrement furieuses car, en dépit de la politique continuellement réaffirmée de leur parti en faveur du droit des femmes de choisir, le Parti travailliste n'a pas donné à ses députés la consigne formelle de voter contre des projets comme celui d'Alton. La quarantaine de membres du Parti travailliste qui s'est abstenue ou a voté pour Alton pourrait bien être en mesure de faire la balance pour la défaite de ce décret s'il vient en troisième lecture. Les femmes menacent d'agir au niveau des circonscriptions et de refuser de choisir comme candidats travaillistes les députés qui ne suivent pas la position du Parti sur cette question. Plus important, le 19 mars, la Confédération syndicale et la FAB organisent ensemble une manifestation nationale de masse contre le décret Alton. En 1979, la même coalition de forces avait mobilisé 80 000 personnes pour défendre la loi de 1967. Un succès encore plus grand est nécessaire, cette fois-ci, pour défaire cette dernière attaque contre les droits des femmes. ■

# La démocratie selon Cory

LES ELECTIONS MUNICIPALES ET PROVINCIALES du 18 janvier 1988 devaient parachever le "rétablissement" d'un système démocratique stable aux Philippines. Elles étaient en effet la dernière des grandes consultations électorales dont le plébiscite constitutionnel de février 1987 a ouvert la série, voilà un an.

Les institutions du régime Aquino sont maintenant en place, le gouvernement se réclame d'une majorité à tous les niveaux. Pourtant, pas plus que les précédentes, ces élections n'assurent au pays la démocratie et la stabilité.

Elles sanctionnent le retour en force dans l'arène politique de "grandes familles" provinciales écartées du pouvoir par Ferdinand Marcos. Elles accentuent encore le processus de fragmentation politique, amorcé dès 1987 derrière la façade d'un régime présidentiel charismatique. Moins que jamais l'armée n'est décidée à rentrer dans ses casernes et à se soumettre à l'administration civile. Quant aux organisations populaires, elles sont pratiquement exclues du jeu électoral, tant il est gouverné par les règles du clientélisme le plus cru.

Paul PETITJEAN

ENVIRON 150 000 CANDIDATS se disputaient les voix de 27,6 millions d'électeurs pour emporter les 73 gouvernements provinciaux et les quelque 1 500 mairies du pays — soit en tout à peu près 17 000 sièges d'importance diverse. Selon la Commission électorale (Comelec), la participation aurait été élevée (au moins 80 %), mais il faudra probablement attendre longtemps avant de connaître les résultats complets de ces élections : de nombreux candidats malheureux mettent en cause la régularité du scrutin ; par ailleurs, elles ont été reportées, pour "raisons de sécurité", dans 11 provinces.

## "Clients" et "patrons"

En mai 1987, à l'occasion des élections législatives, la présentation de listes sénatoriales nationales avaient donné à la consultation un semblant de clarté politique : une liste présidentielle s'opposait à une liste de gauche et à deux listes d'extrême droite. Mais déjà, les rapports entre grandes familles provinciales, hors de tout programme politique, avaient profondément influencé la composition des alliances parlementaires (1). Les élections du 18 janvier marquent cette fois le triomphe incontesté du patronage et des "dynasties politiques" locales. Foin des convictions : les retournements de veste font partie du système et les "aquinistes" ont accueilli un nombre croissant d'anciens partisans de la dictature Marcos.

Corazon Aquino, la très catholique présidente, avait promis d'assurer un fonctionnement "moral" du pouvoir et des institutions. Elle a joué et continue de jouer avec art de sa personnalité de femme honnête, loin des préoccupations bassement politiciennes. Bien qu'affaibli, son charisme n'est pas mort et les candidats, pour assurer leur victoire, se disputent son aval. Il est donc très significatif que sa propre famille soit aujourd'hui directement mise en cause dans la presse et les milieux politiques, pour népotisme abusif.

Le patronage, rapport entre un "patron" et ses "clients", fait loi dans "sa" province, Tarlac, à tel point qu'électeurs et candidats devaient faire allégeance à l'une des trois grandes fractions des familles Aquino, de son défunt mari, et Cojuangco, de ses propres parents ; à savoir deux clans pour la majorité présidentielle (ceux du frère "Peping" et d'un beau-frère, "Butz") ; et un clan pour l'opposition de droite (celui du cousin Eduardo "Danding" Cojuangco, en exil aux États-Unis). C'est ce qui s'appelle avoir démocratiquement le choix.

Les candidats de la famille Aquino-Cojuangco se sont répandus en dehors de leur province d'origine, cherchant notamment à s'imposer dans la capitale, Manille-Quezon City. Les proches de Corazon contrôlent aussi les deux principaux partis nationaux de la coalition présidentielle, connue sous le nom de Lakas ng Bayan (Pouvoir du peuple). Jose "Peping" Cojuangco, le frère député de Tarlac, dirige le Parti démocratique philippin (PDP-

Laban) alors que Paul Aquino, l'un des beaux-frères, dirige le parti Lakas ng Bansa (Force de la nation). Faut-il préciser que plusieurs membres de la famille se considèrent comme "présidentiabiles", lors des prochaines élections de 1992.

La montée en puissance des Aquino-Cojuangco inquiète les autres tenants de la majorité présidentielle. Jovito Salonga a dénoncé publiquement le "retour au temps des dynasties" (2) — c'est-à-dire le retour au système politique des années 50-60. Président du Sénat, il dirige le Parti libéral (PL), une composante importante de la coalition gouvernementale. La concurrence se fait très vive entre le PL, le PDP et le Lakas ng Bansa de Paul Aquino. C'est aux dépens de ce dernier, très proche de Corazon, que le parti de Salonga renforce son groupe parlementaire, passé de 18 à 35 membres.

## Les rivalités entre grandes familles

Cette compétition aiguë illustre l'ampleur du malaise qui se manifeste au sein de la majorité. La classe politique se situe dans une double perspective : le danger de coups d'État militaires d'une part, les présidentielles de 1992, d'autre part. Dans un tel contexte, particulièrement instable, le jeu du patronage local et l'acuité des conflits d'intérêts entre "grandes familles" minent les blocs politiques nationaux. C'est en fait dès la victoire électorale de mai 1987 acquise, que le bloc majoritaire a commencé à se désagréger : en septembre dernier, Salvador Laurel, Vice-président et dirigeant de l'UNIDO (3), avait déjà publiquement rompu avec le gouvernement.

Les "réformateurs", politiquement marginalisés, s'en inquiètent. Joaquin Bernas, doyen de l'université catholique Ataneo, membre influent de la "mafia des Jésuites", ancien conseiller de Corazon Aquino, note que "les rivalités aigres et intenses, entre familles et familles, entre dynasties en expansion, sont en train de déchirer entièrement le pays" (4).

La fragmentation du pouvoir se poursuit donc, et c'est là un des traits durables du système institutionnel mis en place après le renversement de la dictature Marcos. Elle est nourrie par la principale base sociale du régime Aquino : les grandes familles provinciales issues de l'élite traditionnelle. Elle est renforcée par la pression que l'armée ne cesse d'exercer sur le régime. Une victoire électorale ne garantit pas en elle-même la stabilité politique. C'est ce qu'avait dramatiquement montré le putsch manqué du 28 août dernier, fomenté

1) Voir Paul Petitjean, "Les élections législatives de mai 1987", *Inprecor* numéro 245, 22 juin 1987.

2) Cité par Kim Gordon-Bates, *Le Monde*, du 19 janvier 1988.

3) L'UNIDO est une coalition de petites formations politiques de droite.

4) Cité par James Clad, *Far Eastern Economic Review*, 28 janvier 1987, p. 17.

5) Voir Paul Petitjean, "Un régime civil en résidence surveillée", *Inprecor* numéro 249, 21 septembre 1987 et Pierre Roussel, "L'armée philippine défie ouvertement les institutions démocratiques", *Le Monde diplomatique*, octobre 1987.

par le colonel Gregorio "Gringo" Honasan trois mois seulement après le succès triomphal des listes présidentielles lors des législatives de mai 1987 (5).

Le colonel Honasan a finalement été appréhendé le 9 décembre 1987, probablement victime de luttes fractionnelles au sein de l'état-major. Il garde cependant de sérieux appuis. D'autres officiers factieux n'ont toujours pas été arrêtés, comme le brigadier général Jose Maria Zumel et le Lieutenant colonel Reynaldo Cabautan. La menace de coup d'État n'est pas écartée. Dénonçant un complot, le général Fidel Ramos a placé plus de 200 000 soldats et policiers en état d'alerte le 18 janvier, lors du scrutin électoral. L'armée s'est ainsi rappelée au bon souvenir du gouvernement et de la population : la démocratie reste à l'ombre du pouvoir militaire.

Le ministre de la Défense, Rafael Iletto, a donné en fin janvier sa démission, soulignant que tous ses efforts de réforme de l'armée avaient échoué. Il va être remplacé par le général Ramos, actuel chef d'état-major. La ligne de démarcation entre administration civile et corps militaire devient de plus en plus floue. Bien qu'il appartienne à un "clan", le général Ramos aimait naguère se présenter comme un pur "professionnel". Il entre aujourd'hui de plain-pied en grande politique et cache mal des ambitions présidentielles.

### Un pouvoir qui s'érode

Le régime Aquino n'est pas le régime Marcos qui se passait allègrement d'élections ou les organisait sur mesure, qui déniait aux institutions élues toute autorité réelle, qui n'acceptait aucun parti indépendant, qui imposait une centralisation extrême de l'État, instrument d'un pouvoir personnel dictatorial. La confrontation électorale joue aujourd'hui un rôle effectif dans le fonctionnement du système politique, le Congrès n'est pas aux ordres de Corazon, le pouvoir de la présidence s'érode devant celui des "familles".

Pourtant, le régime Aquino et le régime Marcos sont tous deux tributaires d'un double héritage historique. L'un, déjà ancien, manifeste dans le poids des clans familiaux et qui conduit à la privatisation constante de l'administration publique ; l'autre, encore récent, manifeste dans le rôle d'une caste militaire qui est entrée en politique avec la loi martiale et qui entend bien y rester. C'est en fait le contenu social véritable de la démocratie philippine, comme hier de la dictature, qui s'exprime ici ; à savoir les intérêts et les impasses d'une bourgeoisie dépendante de ses liens avec l'impérialisme, donc incapable de briser l'entrave de la dette, et de ses liens avec les élites traditionnelles, donc incapable de rompre avec le clientélisme, pour moderniser véritablement son État.

La joute électorale devient aisément sanglante, tant elle s'enracine dans la lutte entre groupes d'intérêts familiaux. La dernière campagne a coûté la vie à une



centaine de personnes, dont plus de 40 candidats. C'est certes nettement moins que lors de certaines élections d'avant la loi martiale, mais c'est déjà beaucoup. Cela montre en effet qu'il ne fait pas bon s'engager sérieusement dans la compétition politique contre les "familles" régnautes sans hommes de main pour se protéger — et donc sans l'argent pour les payer. La démocratie philippine selon Aquino exclut en pratique ce que la dictature philippine selon Marcos excluait en droit : la participation effective et libre des organisations populaires à la compétition politique institutionnelle.

Corazon Aquino assure vouloir combattre la guérilla communiste, mais la répression frappe tous les mouvements populaires. Menacés d'assassinat, les dirigeants légaux de la gauche sont placés en situation d'insécurité permanente. Depuis le meurtre de Lean Alejandro (6), la pression s'est accentuée sur la coalition d'organisations de masse Bayan (dont il était le secrétaire général), les Volontaires pour une démocratie populaire (VPD), le Partido ng Bayan (Parti du peuple) ; ainsi que sur les autres formations progressistes et sur des personnalités comme le docteur Prudente, président de l'Université polytechnique des Philippines, qui a échappé à un attentat, le 10 novembre dernier...

Les occupations de terres par les paysans sont décrétées illégales, la loi sur la réforme agraire n'ayant toujours pas été adoptée. Les nécessiteux doivent attendre le bon vouloir des grands propriétaires qui occupent les sièges du Congrès. Le 20 octobre, Corazon Aquino a ordonné à "la police et autres autorités chargées du maintien de l'ordre d'accorder leur aide totale au ministère du Travail pour faire cesser toute grève illégale dans les entreprises", expliquant à une assemblée d'hommes d'affaires qu'"une force spéciale de maintien de l'ordre est aujourd'hui mise sur pied et entraînée pour faire appliquer les ordres et injonctions de reprise du tra-

vail" (7). Après avoir donné carte blanche à l'armée pour ses opérations de contre-insurrection dans les régions rurales, la présidente a ainsi pratiquement déclaré la guerre au mouvement ouvrier militant — alors que les droits les plus élémentaires des travailleurs ne sont, bien trop souvent, pas respectés par les patrons.

Mais rien n'exprime mieux le caractère socialement élitare et répressif du système politique philippin que la formation des groupes de "vigiles", véritables armées privées des possédants. Depuis la fin de l'année 1987, ils se sont multipliés à travers tout l'archipel. Organisations paramilitaires ou sectes religieuses fanatiques, ce sont des anti-communistes virulents qui organisent l'insécurité et la terreur à l'échelon local. Très tôt, Amnesty International s'est mobilisée sur cette question, comme en témoigne le rapport dans lequel elle "s'inquiète (...) des exactions extra-judiciaires commises par les vigiles, financés et équipés par des autorités locales, civiles ou militaires" (8).

Le 22 octobre 1987, Corazon Aquino a publiquement accordé son soutien au premier des groupes de "vigiles", Alsa Masa, de Davao, dans l'île méridionale de Mindanao. Elle a appelé la population civile du pays à participer activement à la "bataille contre le communisme" en rejoignant de tels groupes. Elle légalise de ce fait, par delà les prudences de langage, cette répression sauvage et parallèle qu'elle avait pourtant, en d'autres temps, condamnée. Elle donne le plus sinistre des contenus à la déclaration de "guerre totale" qu'elle a prononcée à l'encontre du "communisme", après la rupture des négociations de paix engagées entre le gouvernement et le Front national démocratique.

Les protestations se sont multipliées contre ce soutien accordé par la présidence aux "vigiles". Karina Constantino-David, ministre adjoint des Affaires sociales, a démissionné du gouvernement. Les mouvements de défense des droits de l'Homme, toute la gauche indépendante, du Partido ng Bayan à l'organisation socialiste Bisig, ont vigoureusement condamné l'appui officiel donné à l'organisation de groupes para-militaires à caractère terroriste.

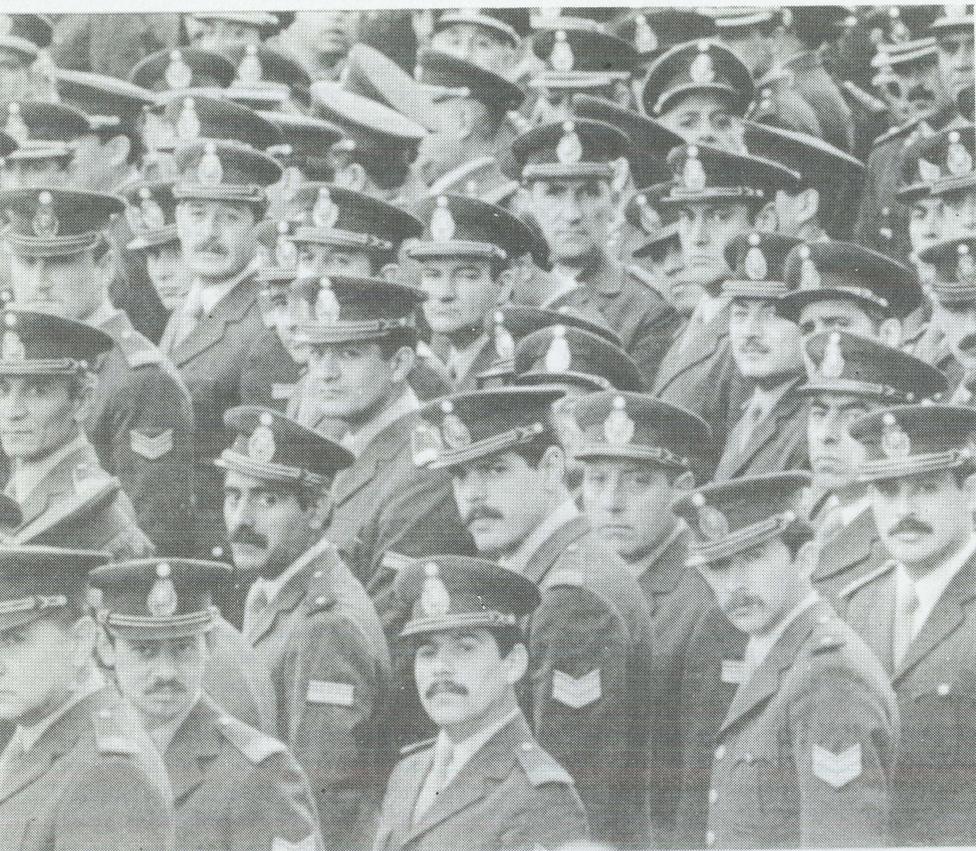
Le soulèvement anti-dictatorial de février 1986 avait suscité bien des espoirs démocratiques, au sein de l'élite sociale comme de la population laborieuse des Philippines. La première a retrouvé sa démocratie, celle des élections emportées par la corruption, la force des armes et le clientélisme. La seconde retrouve aujourd'hui le règne de l'insécurité qu'elle avait combattue sous la loi martiale de Ferdinand Marcos. ■

29 janvier 1988

6) Voir *Inprecor* numéro 250, 5 octobre 1987.

7) *Cronology of Events*, numéro 38, octobre 1987.

8) De larges extraits de ce rapport ont été publiés dans le numéro 59, décembre 1987, du bulletin *Philippines informations*.



## Même les cartes mentent

**EDUARDO GALEANO** est né en 1940 en Uruguay. Il a dû fuir ce pays puis l'Argentine pour cause de dictature.

Journaliste, écrivain, il est l'auteur du livre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, dénonciation implacable du pillage et de l'oppression qu'imposèrent les colonisateurs espagnols et dont les Etats-Unis prirent le relais.

### Eduardo GALEANO

**N**OUS APPRENONS la géographie du monde sur une carte qui ne montre pas le monde tel qu'il est, mais tel que ses maîtres veulent qu'il soit.

Sur le planisphère traditionnel, celui qu'on utilise à l'école et partout ailleurs, l'Equateur n'est pas au centre : le Nord occupe les deux-tiers de la place et le Sud, un tiers. La Scandinavie paraît plus grande que l'Inde, alors qu'en réalité, elle est trois fois plus petite ; l'Union soviétique est le double de l'Afrique, alors qu'en réalité, elle est passablement plus petite. Sur une mappemonde, l'Amérique latine occupe moins d'espace que l'Europe et bien moins que les Etats-Unis et le Canada réunis, alors qu'en réalité l'Amérique latine est deux fois plus grande que l'Europe et sensiblement plus importante que les Etats-Unis et le Canada.

### Prendre la réalité telle qu'elle est

Cette carte qui nous rapetisse, symbolise tout le reste. Géographie volée, économie saccagée, histoire falsifiée, usurpation quotidienne de la réalité : le dénommé Tiers-monde, habité par des gens de troisième ordre, représente moins, mange moins, se souvient moins, vit moins, parle moins.

Et ce n'est pas sur les seules cartes qu'il représente moins ; il tient aussi moins de place dans les journaux, à la radio, à la télévision. Moins, c'est-à-dire, presque rien. Parfois, l'Amérique latine, par exemple, devient à la mode. Mode fugace comme toute mode. Alors, les intellectuels du Nord nous jettent des regards de passagère adoration. A la fin des années

cinquante, ce fut le tour de Cuba. A la fin des années soixante-dix, celui du Nicaragua. Entre l'une et l'autre hallucinations, reflets de révolutions sans taches, il y eut la guérilla du Che et autres gestes romantiques. Ces bouillantes passions ont fatalement débouché sur le désenchantement et l'abomination publique. Comme au XVIIe siècle, la réalité dévoile les promesses illusoire de l'Eldorado : la réalité est ce qu'elle est, et non telle que la voudraient ceux qui la portent aux nues pour pouvoir ensuite la vouer aux gémonies et la condamner à l'enfer à tout jamais : l'enfer du mépris, l'enfer du silence. La fascination et la malédiction sont les deux faces d'une même attitude, ignorante de la réalité et sans égard pour elle.

Dans un article que je publiai voilà des années, écrit avec une sympathie évidente pour la révolte ouvrière en Pologne, je m'étais permis une observation qui fut très mal prise. Pourtant, je continue de penser que cette observation était correcte : je disais que si Lech Walesa était né au Guatemala, ils l'auraient étripé à la première grève, et son assassinat n'aurait pas eu l'honneur d'une ligne dans les grands journaux du monde ni d'une seconde sur les grandes chaînes de télévision.

Depuis l'invasion de 1954, le Guatemala a subi la plus longue et la plus systématique boucherie d'Amérique latine. Les fabricants d'opinion, qui contrôlent la production et la consommation des informations à l'échelle internationale, haussèrent les épaules. Au Guatemala, le sang n'est pas une nouvelle. La terreur militaire et la misère sont considérées comme "naturelles". En revanche, les tremblements de terre ne le sont pas. En février 1976, quand la terre trembla tuant 22 000 Guatémaltèques, une nuée de journalistes afflua du monde entier. Parmi ces

journalistes, bien peu accordèrent quelque attention aux 22 000 personnes, et plus, assassinées au Guatemala au cours des années soixante-dix, par les escadrons de la mort organisés par l'armée. Presque personne ne manifesta d'intérêt en apprenant que plus de 22 000 personnes étaient mortes de la main d'un seul assassin, la faim qui tue en silence. Pays pauvre, pays d'Indiens : l'horreur est coutumière.

### Certains sont plus égaux que d'autres

Dans ce monde de programmes multinationaux et de transmissions simultanées par satellite, nous voilà tous voisins mais, comme dirait Orwell, certains sont plus voisins que d'autres. Les communications sont centralisées. Tout ce qui se passe sur la planète est traduit dans les centres de pouvoir, traduit dans le langage d'un système universel de mensonge, et s'en retourne converti en images et en sons massivement diffusés. Objectivité ? Nous n'avons pas confiance en cette objectivité qui nous réduit à l'état d'objet. La misère du Tiers-monde devient marchandise. Les pays opulents en consomment un peu de temps à autre, pour mieux se réjouir de la bonne part que leur a octroyée la vie. Le système universel du mensonge est fondé sur l'amnésie. Le Nord agit comme s'il avait touché le gros lot. Pourtant, sa richesse n'est pas le fruit de la bonne fortune, mais d'un long, très long, processus historique d'usurpation qui vient des temps coloniaux et se multiplie aujourd'hui par des mécanismes sophistiqués de pillage. Plus fort, dans les réunions internationales, résonnent les discours exaltant l'égalité et la justice, plus bas, sur les marchés internationaux, tombent les prix des marchandises du Sud,

et plus haut montent les intérêts de l'argent du Nord qui prête d'une main ce qu'il vole de l'autre. Les mécanismes de pillage oblige le Sud à payer la note des goinfreries du Nord, jusqu'aux assiettes cassées à la fin de chaque fête : c'est sur le dos des banlieues du système que se décharge la crise des centres.

Dans les versions dramatisées de la conquête de l'Amérique que les Indiens représentent encore dans la région andine, les curés et les conquistadores parlent en bougeant les lèvres, mais sans émettre de son. Dans le théâtre indigène, les vainqueurs parlent un langage muet. Que nous disent aujourd'hui les voix du système international de pouvoir que transmet la culture dominante ? Que nous disent-elles qui ait un quelconque rapport avec nos besoins réels ? La culture dominante agit au travers de la structure éducative et, surtout, à une bien plus grande échelle, au travers des moyens de communication, mais elle ne révèle pas la réalité, elle la masque. Elle n'aide pas les changements, elle contribue à les éviter. Elle ne stimule pas la participation démocratique, elle pousse à la passivité, à la résignation, à l'égoïsme. Elle n'engendre pas de créateurs, elle multiplie les consommateurs.

### Culture libératrice

Au fur et à mesure qu'elle perfectionne ses instruments d'irradiation, la culture dominante impose son vocabulaire anti-démocratique et réduit les espaces libres pour la création et la participation.

L'avilissement diffusé par la télévision mutile la culture populaire et prétend transformer toute l'Amérique latine en une banlieue de Dallas. Et je crois que c'est grave, car en Amérique latine, la culture populaire est la culture nationale la plus authentique. On dit, à raison, que chaque ancien qui meurt dans les villages perdus d'ici est une bibliothèque qui brûle. Grâce à la culture populaire héritière et richesse de la mémoire populaire, nous, Latino-Américains, avons pu perpétuer quelques éléments fondamentaux d'identité. La culture officielle, copie stérile, écho stupide de la culture dominante, ignore ces fondements ou, si elle les connaît, les méprise. Ou peut-être au fond, en a-t-elle peur, ils se réfèrent à la dignité, à l'imagination et autres ennemis des maîtres au pouvoir.

La culture populaire est, par nature, culture de participation : elle est, par nature, démocratique. Elle se transmet surtout par la tradition orale, et il lui est de plus en plus difficile de se démultiplier et de se rénover au fur et à mesure que le progrès technologique réduit les espaces de rencontre où elle se féconde : places, cafés, estrades, marchés... En revanche, la télévision reclut, sépare, isole : elle



transmet dans une seule direction, voyage aller sans retour de la machine émettrice à la personne réceptrice, et la personne réceptrice avale des émotions importées comme si c'étaient des saucisses en boîte.

La lutte contre les structures ennemies de la démocratie, structures de l'impuissance, passe par le développement d'une culture nationale libératrice, capable de délivrer l'énergie créatrice des gens et d'ôter de leurs yeux les toiles d'araignées qui les empêchent de voir et de se voir. Les messages dont la télévision pollue nos pays, symboles que la culture dominante vend à la culture dominée, symbole du pouvoir qui nous humilie, ne contribuent pas au développement de cette culture libératrice. Mais que l'on me comprenne bien. Cette constatation n'implique pas une négation de la télévision en soi, mais un rejet de la télévision comme drogue socialement légitimée, valium pour ne pas penser, pas plus qu'elle n'implique le refus de ses messages parce qu'ils proviennent des Etats-Unis ou d'autres pays.

Le nationalisme de droite qui entre dans l'histoire à reculons, en lui tournant le dos, croit que la culture nationale se définit par son origine.

S'il en était ainsi, pour ne prendre que ce cas, il n'y aurait pas de culture anda-

louse, parce que les jardins si typiques d'Andalousie viennent de la Rome impériale ; les grilles de fer forgé, de la Renaissance florentine, et les mantilles fleuries de Chine, de la dynastie Ming ; les beignets sont arabes et le *cante jondo* provient d'un mélange de musique gitane, de mélodies arabes et de chants hébraïques. C'est un Allemand qui inventa le bandonéon au siècle dernier, dans l'intention de créer une sorte d'harmonium portatif, utile pour jouer la musique sacrée dans les processions de son pays ; mais le bandonéon s'est échappé d'Allemagne et, avant de tomber dans les mains d'Anibal Troilo, il était devenu l'instrument le plus typique du tango des rives du Rio de la Plata, dont le chanteur le plus important, Carlos Gardel, naquit on ne sait où, sans doute très probablement dans la ville française de Toulouse. Le très cubain daquiri vient de la canne à sucre qu'apporta Colon, du citron qui vient d'Espagne et de techniques étrangères de fabrication du sucre et de la glace.

La culture nationale se définit par son contenu, non par son origine, et quand elle est vivante, elle change sans cesse, se défiant elle-même, se contredit, reçoit des influences extérieures qui parfois la blessent, parfois la rendent multiple, opérant simultanément comme un danger et un stimulant. Le rejet de ce qui nous nie ne doit pas impliquer le rejet de ce qui nous nourrit. L'Amérique latine n'a pas à renoncer aux fruits créateurs des cultures qui

ont fleuri en grande partie grâce à une splendeur matérielle qui n'était pas étrangère à l'exploitation impitoyable de ses hommes et de ses terres. Si elle le faisait, elle commettrait un péché d'irréalisme, ce serait une stupidité réactionnaire. L'anti-impérialisme a aussi ses maladies infantiles.

### La structure de l'impuissance

"Nous sommes avec la démocratie, mais la démocratie n'est pas avec nous", disait un habitant des banlieues de Buenos-Aires, répondant à une enquête récente. Il est un de ceux, nombreux, qui servent à la table de la grande ville et sont condamnés à vivre des restes.

En Amérique latine, le pire ennemi de la démocratie, ce n'est pas l'armée, même si l'armée fait tout son possible pour le paraître. Le pire ennemi de la démocratie en Amérique latine, c'est toute la structure de l'impuissance sur laquelle veille l'armée et qui a sa base dans le système économique. Ce système est lui-même intégré dans un système plus grand encore, une machinerie internationale de pouvoir. L'un des mécanismes de cette machinerie, vaste et compliquée, se nomme *démocratie*, et remplit la fonction de mesure du plus ou moins grand degré de démocra-

tie qui existe dans chaque pays. En règle générale, les moyens de communication de masse qui fabriquent l'opinion dans le monde, diffusent les mesures de ce petit appareil et les transforment en verdict sans appel de l'Occident.

Mais la vérité du *démocratimètre*, vérité officielle du système, peut être un mensonge pour les victimes du système. Je ne crois pas que les huit millions d'enfants abandonnés qui vagabondent dans les rues des villes du Brésil croient en la démocratie. Je ne crois pas qu'ils y croient parce que la démocratie ne croit pas en eux. Ils n'ont aucune démocratie en laquelle croire. La démocratie brésilienne ne fut pas faite pour eux et ne fonctionne pas pour eux, bien qu'elle remplisse les conditions formelles requises par le *démocratimètre* pour qu'il accorde son blanc-seing.

### La civilisation de l'emballage

La démocratie n'est plus ce qu'elle est, mais ce qu'elle paraît. Nous sommes en pleine culture de l'emballage. La culture de l'emballage dévalorise le contenu. Est important ce qui se dit, non ce qui se fait. Le Brésil ne prévoit pas la peine de mort, et ne le fera pas, selon la nouvelle constitution, mais il applique la peine de mort en permanence : chaque jour il tue de faim 1000 enfants et tue par balles qui sait combien d'hommes dans les banlieues violentes de ses villes et dans ses latifundias envahies de paysans désespérés. L'esclavage est censé ne plus exister depuis un siècle, mais un tiers des travailleurs brésiliens gagne un peu moins d'un dollar par jour et la pyramide sociale est blanche à son sommet et noire à sa base : les plus riches sont les plus blancs et les plus pauvres, les plus noirs. Quatre ans après l'abolition de l'esclavage, vers 1892 environ, le gouvernement brésilien avait donné l'ordre de brûler tous les documents des entreprises négrières, reçus, ordonnances, règlements, etc., comme si l'esclavage n'avait jamais existé. Pour que quelque chose n'existe pas, il suffit de décréter qu'il n'existe pas. Le 14 juillet 1789, le roi Louis XVI écrivait dans son journal "*rien d'important*". Le dictateur du Guatemala, Manuel Estrada Cabrera, décréta en 1902, que tous les volcans du pays étaient calmes, tandis que la coulée de lave et de boue du volcan Santa Maria, rasait plus de cent villages aux alentours de Quezaltenango. En 1905, le Congrès colombien approuvait une loi établissant qu'il n'y avait pas d'Indiens à San Andres de Sotavento, ni dans les autres villages où l'on avait soudain découvert du pétrole : les Indiens qui vivaient là étaient donc illégaux et les entreprises pétrolières pouvaient les tuer impunément et s'emparer de leurs terres.

En Uruguay, la Loi de Caducité des prérogatives punitives de l'Etat, de fin 1986, ordonne d'oublier les tortures, les séquestrations, les viols et les assassinats commis par la récente dictature militaire, comme si ces actes de terrorisme d'Etat n'avaient jamais existé. Le peuple uruguayen préfère l'appeler Loi d'impunité et

lui a donné un coup de frein avec plus de 600 000 signatures. Peu de temps avant de promulguer cette loi qui absout les tortionnaires, l'Uruguay avait signé et ratifié la Convention internationale contre la torture, qui oblige à les châtier. La même chose s'est produite en Argentine. Cette convention rejette explicitement l'excuse des ordres reçus d'en haut : le gouvernement argentin l'a signée et ratifiée, puis il a légalisé les tortures appliquées au nom de l'obéissance aux commandements supérieurs. Dans nos pays, les conventions internationales ont rang de lois nationales. Mais il arrive parfois que les uns exigent de respecter les droits de l'Homme alors que les autres autorisent à les violer, les uns font semblant d'exister, les autres existent pour de vrai.

L'histoire latino-américaine apprend à ne pas faire confiance aux paroles. En 1965, la dictature militaire du Brésil, la dictature militaire du Paraguay, la dictature militaire du Honduras et la dictature militaire du Nicaragua, avec les marines nord-américains, envahirent la République dominicaine, pour "*sauver la démocratie*" menacée par le peuple. C'est au nom de la démocratie que débarquèrent sur les côtes cubaines de Playa Giron, en 1961, les nostalgiques de la dictature de Batista. Aujourd'hui, au nom de la démocratie, les nostalgiques de la dictature de Somoza attaquent le Nicaragua. Le président de la Colombie parle de démocratie, alors que le terrorisme d'Etat a tué impunément plus de mille opposants politiques et syndicaux en 1987, en plein accord avec les instructions du manuel de contre-insurrection de l'armée qui apprend à créer des organisations paramilitaires.

Le langage officiel délire et son délire est la normalité du système. "*Il n'y aura pas de dévaluation*" disent les ministres de l'Economie la veille de l'effondrement des monnaies. "*La réforme agraire est notre principal objectif*" disent les ministres de l'Agriculture, pendant qu'ils agrandissent les latifundias. "*Il n'y a pas de censure*", disent les ministres de la Culture de pays où, pour l'immense majorité des gens, les livres sont interdits à cause de leur prix ou de l'analphabétisme.

### La liberté de l'argent

Le système applaudit l'infamie si elle est victorieuse et la châtie si elle échoue. Il récompense qui vole beaucoup et condamne qui vole un peu. Il invoque la paix et pratique la violence. Il te prêche l'amour du prochain et t'oblige en même temps à le dévorer pour survivre. Le langage schizophrénique atteint l'un de ses plus parfaits moments de folie quand il confond la liberté de l'argent avec la liberté des gens, comme cela est clairement apparu voilà peu lors de la nationalisation de la banque privée au Pérou. Certains mettent sur le même plan la liberté d'expression des poètes et la liberté de spéculation des banquiers. Mais, en Amérique latine, comme dans tout le Tiers-monde, la liberté des affaires n'a rien à voir avec la liberté des personnes et elles

sont même incompatibles. Pour donner pleine liberté à l'argent, les dictatures militaires mettent les gens en prison. Beaucoup de sang, trop, a coulé tout au long des siècles pour que cela ne soit pas une évidence qui crève les yeux.

Mais on nous entraîne à ne pas voir. L'éducation méséduque ; les moyens de communications empêchent de communiquer. Et l'éducation et les moyens de communication nous apprennent à prendre la verroterie pour du diamant.

### Culture dominante dominée

L'Amérique latine constitue encore une énigme à ses propres yeux. Quelle image nous renvoie le miroir ? Des morceaux. Des morceaux déconnectés entre eux : un corps mutilé, un visage à venir. Et nous sommes entraînés à cracher sur le miroir. Les cultures dominantes, cultures de classes dominantes dominées de l'extérieur, se révèlent concrètement incapables d'offrir racines et envol aux nations qu'elles disent représenter. Cultures fatiguées, comme si elles en avaient trop fait. Malgré leur fulgurances trompeuses, elles expriment l'opacité des bourgeoisies locales, encore habiles pour copier, mais chaque jour plus inutiles pour créer. Après avoir couvert nos terres de faux Parthénon, de faux Palais de Versailles, de faux châteaux de la Loire et de fausses cathédrales de Chartres, elles dilapident aujourd'hui la richesse nationale dans l'imitation des modèles d'ostentation et de gaspillage nord-américains. Emmurées dans de grands ports et des villes babyloniennes, elles ignorent et méprisent la réalité nationale ou tout ce qui en elle, les contredit. Elles se limitent en fait à servir de courroies de transmission des centres étrangers de pouvoir. Les enfants viennent de Paris dans le bec des cigognes et la vérité vient de Los Angeles ou de Miami dans les cassettes vidéo.

La plupart du temps, cette culture fabriquée en série se voue à vider la mémoire de l'Amérique latine et à châtrer sa fécondité pour qu'elle s'ignore comme réalité et ne se reconnaisse pas comme potentialité : elle la pousse à consommer et à reproduire passivement les signes de son propre malheur. Ses messages donnent une légitimité morale à l'atroce loi du plus fort et nous enseignent que si nous sommes foutus, c'est à raison : parce que nous avons offert un sol fertile à la semence communiste, celle qui ne donne que des ronces épineuses, et surtout, parce que nous sommes bêtes, fainéants, lents et lâches et qu'au fond, notre situation est le destin que nous méritons.

La puissante, très puissante structure de l'impuissance commence avec l'économie mais ne s'y limite pas. En réalité, c'est ça le sous-développement. Pas seulement un objet de statistiques, pas seulement une société de contradictions violentes, océans de pauvreté, îlots d'opulence. Non, pas seulement. Le sous-développement est surtout une structure de l'impuissance, construite pour empêcher



les peuples soumis de penser avec leur tête, ressentir avec leur cœur et marcher avec leurs jambes.

### Une histoire blanche, riche, mâle et militaire

Aux morts de faim, le système nie jusqu'à l'aliment de la mémoire. Pour qu'ils n'aient pas d'avenir, il leur vole le passé. L'histoire officielle est racontée pour et par les riches, les Blancs, les mâles et les militaires. L'Europe est l'univers. Nous n'apprenons quasiment rien du passé pré-colombien de l'Amérique, sans même parler de l'Afrique que nous connaissons à travers les vieux films de Tarzan. L'histoire de l'Amérique, la vraie, l'histoire trahie de l'Amérique, c'est l'histoire de la continuité d'une dignité. Le passé n'a pas connu de jour où ne se soit produit quelque épisode ignoré de résistance contre le pouvoir et l'argent. Mais l'histoire officielle ne mentionne pas les soulèvements indigènes ou les rébellions d'esclaves noirs. Au mieux, elle les mentionne en passant, et quand elle les mentionne, c'est comme des exemples de mauvaise conduite. Et jamais elle ne dit que certaines furent dirigées par des femmes. Les grands processus économiques et sociaux ne lui servent même pas de toile de fond : ils sont escamotés pour que les pays dits en voie de développement ne sachent pas qu'ils ne se dirigent pas vers le développement, mais qu'au contraire ils en viennent, parce que tout au long d'une longue histoire ils ont été sous-développés par le développement même des pays qui en extrayaient les sucs. Il faut apprendre par cœur la date des batailles et les anniversaires des grands. Parés comme pour une fête ou un défilé, ces hommes de bronze agissaient solitairement, par inspiration divine, suivis de l'ombre fidèle d'une compagne toute d'abnégation : derrière tout grand homme il y a une femme, nous dit-on, éloge douteux qui réduit la femme à la condition d'un dossier de chaise. Dans le

duel entre le bien et le mal, les peuples jouent passivement le rôle de comparses. Les peuples forment un amoncellement confus de débiles mentaux, avides d'obéir à des chefs autoritaires et qui gobent périodiquement le poison rouge, tel un bonbon.

La peinture des forces du changement comme forces démoniaques, agents d'idéologies étrangères, trafiquants de cocaïne, marxisme et autres drogues, requiert au préalable le vide de la mémoire historique. En réalité, en Amérique, l'étranger, c'est le capitalisme qui ne fut inventé ni par Manco Capac ni par Moctezuma, mais fut imposé du dehors et d'en haut, par les envahisseurs européens du XVI<sup>e</sup> siècle. La conquête a mercantilisé la vie américaine, imposé le *tant-contre-tant*, pendant que l'Eglise projetait la loi du profit et la loi de la peur dans l'ordre divin : si tu obéis, tu gagneras le ciel ; si tu désobéis, l'enfer te punira. En revanche il n'est pas, en Amérique, de tradition plus antique que la communauté de production et de vie. Et, non contente d'être la plus ancienne, c'est la plus obstinée, la plus obstinément vivante, malgré les persécutions incessantes dont elle est l'objet depuis plus de cinq siècles. On peut bien dire, donc, que le socialisme vient de l'intérieur et d'en bas, du plus profond et du plus authentique de la mémoire de nos terres.

### Stratégie commune

Les défis communs exigent des réponses communes, et nous avons avancé. La dette extérieure et surtout, la crise d'Amérique centrale le démontrent. Un front latino-américain uni face à la banque internationale commence à se profiler avec difficulté. Les usuriers du monde furent très généreux avec les dictatures militaires qui démultiplièrent notre dette extérieure pour acheter des armes, financer le luxe et faire évader les capitaux. Aujourd'hui les démocraties prennent conscience de la nécessité d'appliquer une

stratégie commune contre les exigences des créanciers. Quant à la crise centro-américaine, il suffit de se rappeler la facilité avec laquelle le gouvernement nord-américain obtint le vote de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA) pour expulser Cuba et envahir la République dominicaine. Un quart de siècle après, les choses ont pas mal changé. Malgré les menaces et la corruption, non seulement le Président Reagan n'a pas obtenu l'appui de

l'OEA pour raser le Nicaragua, mais, il a, de plus, dû avaler vivante la couleuvre des récents accords de paix qui l'ont laissé seul dans sa volonté d'extermination. A la Maison-Blanche, ils continuent d'agir comme s'ils avaient acheté l'Amérique 1-tine dans un supermarché ; mais ces terres commencent à s'unir pour exiger le respect. Le système a opéré le divorce de la démocratie et de la justice sociale. Qui veut les marier déclenche la tourmente. C'est là le plus grave délit de la révolution sandiniste. La réforme agraire, la nationalisation de la banque, l'alphabétisation et les programmes populaires de santé qui sauvent la vie de la moitié des enfants qui mourraient auparavant, sont autant d'atteintes contre les bases de la sécurité nationale de l'Occident.

### La guerre contre les peuples

"La sécurité nationale, c'est comme l'amour, on n'en a jamais trop", dit le chef de la police secrète du dictateur Pinochet, le général Humberto Gordon. Mais les dictatures militaires ne sont pas les seules à faire l'éloge de la sécurité nationale avec tant d'ardeur. Cette doctrine, doctrine de la guerre intérieure, de la guerre contre les peuples, guerre contre les forces du changement, ne cesse pas magiquement quand les militaires cèdent le gouvernement aux civils. Les militaires de divers pays démocratiques d'Amérique latine se sont réunis récemment en Argentine pour discuter des thèmes propres à leurs travaux guerriers : la lutte contre la théologie de la libération et contre le marxisme, la pénétration rouge dans les médias... En même temps, la nouvelle Constitution du Brésil consacre le droit des militaires à l'intervention politique au nom de la défense intérieure.

Les appareils de répression qui, en Uruguay par exemple, ont un budget 15 fois supérieur à celui de l'Université, continuent de fonctionner au service de la sécurité nationale : en montant une garde vigilante, ils soumettent la démocratie à une

extorsion continuelle. La démocratie est traitée comme une mineure qui ne peut sortir sans permission et qui marche sur la pointe des pieds, s'excusant de déranger.

Le discours de la liberté formelle, une liberté au-dessus des contradictions de la réalité, sert les objectifs des renards qui réclament une entière liberté d'action dans les poulaillers. Le même phénomène se produit avec le discours de la démocratie formelle, étrangère au peuple qu'elle prétend servir. Le *démocratimètre* occidental exprime une culture de l'apparence : le contrat de mariage importe plus que l'amour ; les funérailles plus que le mort ; le vêtement plus que le corps et la messe plus que Dieu. Le spectacle de la démocratie importe plus que la démocratie.

Les démocraties latino-américaines veulent être de vraies démocraties. Elles ne se résignent pas à être des "démocratades", démocraties hypothéquées par les dictatures, même si le *démocratimètre* n'accorde pas grande importance à ce détail. Pour la structure de l'impuissance, toute démocratie dynamique, visant à transformer la réalité, devient dangereuse. On connaît bien ce qui est arrivé à Salvador Allende et à des milliers de Chiliens, quand le Chili a pris la démocratie au sérieux.

### La peur est une prison sans barreaux

Quinze ans après la tragédie du Chili, Le Nicaragua résiste. D'un pied ferme, cette expérience de participation populaire et de volonté collective de dignité nationale tient bon contre les vents mauvais. Au Nicaragua ce ne sont pas seulement l'armée populaire et les mercenaires qui envahissent le pays qui s'affrontent, s'affrontent aussi les énergies de la créativité humaine contre l'héritage maudit du sous-développement, contre l'ignorance, la passivité, l'irresponsabilité, contre la peur de changer, contre la peur d'être, contre la peur de faire. Et la peur, comme le disent les Mères de la Place de Mai, est une prison sans barreaux. Et l'on peut se demander, quelle image éblouissante se dressera à la fin des siècles de la peur quand la réalité cessera d'être un mystère et l'espoir un réconfort ? Quand le pouvoir sera à tous, et la parole aussi, et nos terres, que dira-t-on ? Car chaque combat contre la structure de l'impuissance anticipe la possibilité d'une prodigieuse réalité, et chaque victoire, aussi petite soit-elle, même si ce n'est qu'une "victoriote" récolte des lauriers, lauriers, qui ne servent pas à ceindre le front des héros militaires ou des poètes courtisans, ou des dieux d'un quelconque Olympe, mais qui servent à renforcer la saveur et la joie de la marmite - bouillonnante, fumante, grossissante - du peuple. ■

*El País,*  
31 décembre 1987

# EN BREF...



## HONGRIE

### Opposition ouvrière aux syndicats officiels

*Le Comité ukrainien pour la paix a reçu du Centre d'information hongrois de la presse libre (Londres) le texte d'un tract distribué en réponse aux réformes économiques du gouvernement et à ses nouvelles réglementations fiscales. Ce tract a été largement distribué dans un grand nombre d'entreprises et de zones ouvrières de Budapest et de Miskolc. Nous publions ce texte ci-dessous.*

"Quittez les syndicats !

Les effectifs syndicaux ne font que se réduire, les revenus en provenance des cotisations des adhérents diminuent de plus en plus. Le Conseil national des syndicats (SZOT) a pris peur et tout simplement décidé d'obtenir la déduction directe des cotisations de notre salaire. On signe une fois et on paie pendant toute notre vie de travail.

Qu'est-ce que c'est que ce genre de syndicat ?

Le syndicat est censé protéger nos intérêts, mais il est davantage soucieux des intérêts du parti que des nôtres. Le syndicat est soi-disant une organisation démocratique, sauf qu'il ne veut pas que les adhérents interviennent dans ses décisions. Les syndicats sont supposés être des mouvements de masse, cependant leur structure est une copie conforme de la structure rigide du Service civil.

Les dirigeants des syndicats profèrent des mots d'ordre séduisants sur la protection des ouvriers et du plein emploi, mais leur principal souci est de sauvegarder leur propre pouvoir.

Les représentants officiels du syndicat ne sont pris au sérieux, ni par les directeurs ni par les employés, et pour de bonnes raisons, car ils sont incapables de faire quoi que ce soit pour ceux qui les ont élus.

Qu'attendons-nous d'un syndicat ?

Il doit protéger nos intérêts, et pas seulement derrière des portes closes dans des réunions entre SZOT et gouvernement, mais dans chaque usine, dans chaque bureau.

Il doit soutenir toutes les initiatives spontanées, tous les efforts initiaux des travailleurs qui ont les mêmes intérêts pour sauvegarder ces intérêts.

Il doit demander une formation de reconversion des chômeurs et des primes de mutation pour tous ceux qui ne peuvent trouver un travail correspondant à leurs possibilités ou qualifications, à une distance raisonnable de leur domicile.

Il doit demander la légalisation du droit de grève et doit apporter son soutien aux grèves quand c'est justifié.

Il doit lutter pour le droit des citoyens à la libre association et pour la liberté de la presse.

Pourquoi sommes-nous toujours membres des syndicats ?

A cause de l'intolérance, de l'habitude, de la peur. Mais nous n'avons rien à craindre. L'appartenance syndicale n'est pas obligatoire et si des milliers et des dizaines de milliers d'entre nous quittent les syndicats, personne ne peut nous en punir.

17 000 permanents syndicaux vivent sur nos cotisations. Le budget de 2 milliards de forints du SZOT provient de nos contributions.

Malgré les apparences, les syndicats dépendent de nous, aussi devrions-nous les obliger à se mettre à notre service. Comment ?

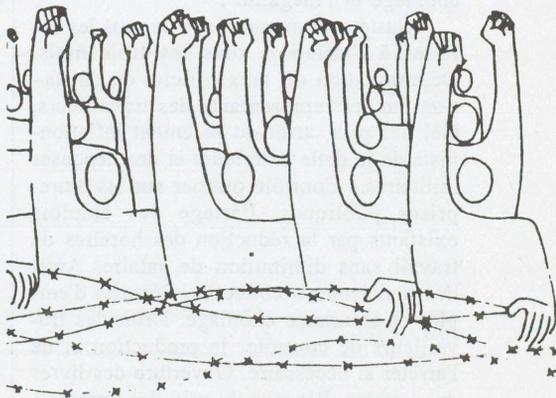
Les adhésions volontaires sont une tradition vieille d'un siècle dans le mouvement syndical. Refusons d'avaliser la déduction des cotisations de notre paie.

Mais cela n'est pas suffisant. Quittons les syndicats et si les dirigeants prennent peur ils discuteront avec nous.

Exigeons une réforme radicale de la charte syndicale, exigeons de nouvelles élections syndicales et élisons nos propres candidats aux postes syndicaux.

Dans la situation économique qui empire continuellement nous seuls pouvons protéger nos propres intérêts.

Quittons les syndicats !



## TURQUIE

### Présence des socialistes révolutionnaires aux élections

Lors des élections législatives de novembre 1987, des candidats ouvriers et socialistes ont été présentés avec une plate-forme commune par plusieurs groupes, d'origine diverse, mais principalement socialiste révolutionnaire. C'était la première fois depuis 1979 (voir *Inprecor* numéro 258).

Les revendications principales soulevées par ces candidats socialistes indépendants étaient les suivantes :

\* Sur les droits politiques et démocratiques :

Abolition de toutes les interdictions politiques. Suppression des Tribunaux d'exception. Amnistie inconditionnelle générale. Abolition de la peine de mort, utilisée à titre de représailles. Arrêt de la torture, demande de comptes à tous les tortionnaires. Ouverture de tous les dossiers de police. Abolition et destruction des dossiers de police illégaux. Fin de la pratique des enquêtes de sécurité.

\* Sur les droits des travailleurs :

Transformation de toutes les lois relatives à la vie du travail. Participation réelle de représentants des travailleurs durant tout le processus de préparation de ces nouvelles lois. Abolition de tous les obstacles qui restreignent les droits collectifs et le droit de grève. Interdiction du lockout. Droit des chômeurs et des apprentis de se syndiquer. Abolition du contrôle de l'Etat sur les syndicats. Contrôle ouvrier sur les syndicats. Les syndicats ne sont responsables que devant leurs membres. Fin de la discrimination qui empêche les femmes et les jeunes travailleurs de devenir dirigeants et représentants sur leurs lieux de travail et dans les syndicats. Négociations publiques des conventions collectives pour que tous puissent y assister. Démission de tous les représentants et conseillers syndicaux qui collaborent et soutiennent les capitalistes.

\* Contre le coût élevé de la vie, le chômage et l'inégalité :

Ajustement automatique de tous les salaires à l'inflation, tous les trois mois. Détermination du taux officiel de l'inflation par les représentants des travailleurs. Gel des prix, arrêt du paiement inflationniste de la dette extérieure et des dépenses militaires. Contrôle ouvrier sur les entreprises publiques. Partage des emplois existants par la réduction des horaires de travail sans diminution de salaire. Arrêt des licenciements collectifs. Sécurité d'emploi et assurance chômage. Droit des travailleurs de contrôler la production et de l'arrêter si nécessaire. Ouverture des livres de comptes. Blocage du prix des terrains à

bâtir, et des loyers. Mise à disposition de ceux qui en ont besoin des terres et des maisons inoccupées. Même salaire minimum pour les travailleurs agricoles. Fin de la pratique des salaires différents pour les apprentis, les jeunes et les femmes. Droit à un congé après un accouchement, non seulement pour les femmes mais aussi pour les pères. Crèches dans toutes les entreprises, même lorsqu'il n'y a pas une seule femme travailleuse, les hommes aussi ont des enfants.

\* Fin de tous les types de discrimination :

Arrêt de toutes les pratiques officielles, non officielles ou coutumières de discrimination dues à la différence de sexe, aux préférences sexuelles, à la langue, à la religion, à la race, à la nationalité et à l'âge. Droit de résister, de chercher et obtenir protection pour les enfants, les apprentis et les jeunes battus et fin de l'oppression patriarcale. Abolition de toutes les pratiques officielles ou non qui traitent les homosexuels comme des "malades".

\* L'oppression des femmes ne repose que sur le fait qu'elles sont femmes :

Fin du harcèlement sexuel des femmes sur les lieux de travail. Abolition de la nécessité de l'accord du mari sur les questions du travail, des voyages et de l'avortement. Priorité aux femmes pour l'éducation et les emplois. Droit au contrôle des naissances et à l'avortement dans la sécurité, gratuits et facilement accessibles. Droit immédiat au divorce en cas de violences contre les femmes, toute violence doit faire l'objet d'un procès public.

\* Droit à l'auto-détermination nationale :

Fin de l'oppression nationale, du chauvinisme, etc. Une nation qui en opprime une autre, ne peut être libre ! ■

## PAYS DE L'EST

### Appel contre la répression en RDA

Les autorités de République démocratique d'Allemagne ont procédé, ces dernières semaines, à une vague d'arrestations et d'expulsions d'opposants au régime. Des militants de plusieurs pays de l'Est ont signé un texte de protestation à l'intention du Conseil d'Etat de la RDA. Si ce n'est pas la première fois que des opposants des différents pays de l'Est signent ensemble des textes ou déclarations, (ce fut notamment le cas lors du 30e anniversaire de la Révolution hongroise en octobre 1986), en revanche, nous trouvons pour la première fois des signataires en Union soviétique.

Ce texte, que nous publions ci-dessous, a été transmis à l'Agence française de presse (AFP) par l'East European Cultural Foundation qui publie notamment la revue *East European Reporter*.

Jeudi 4 février, 15 heures -  
Centre européen.

Au Conseil d'Etat de la RDA

Nous, citoyens de conviction démocratique de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, d'Union soviétique et de Yougoslavie, avons appris avec stupéfaction l'emprisonnement de cinq citoyens de RDA : les militants de l'Initiative pour la paix et pour les droits de l'Homme, Bärbel Bohley, Lotte et Wolfgang Templin qui ont deux enfants âgés de 3 et 13 ans, Ralf Hirsch et Werner Fischer. Ils ont été accusés par les organes de la Sécurité d'Etat de RDA de haute-trahison et risquent de très lourdes peines. Ils n'ont rien fait d'autre que réclamer leur droit à une pensée différente et l'utiliser pour exprimer leurs opinions sans autorisation officielle. Ils sont maintenant détenus parce qu'ils n'ont pas pu accepter la violation des libertés démocratiques et la violence policière. La direction de l'Etat et du parti de la RDA a ainsi violé l'Acte final d'Helsinki auquel elle avait souscrit.

Nous demandons la libération immédiate des cinq emprisonnés et la suspension des poursuites judiciaires engagées contre eux.

Nous demandons la libération des autres citoyens de la RDA qui ont été condamnés à des peines allant jusqu'à un an pour la participation ou l'intention de participation à la manifestation du 17 janvier : Vera Wollenberger, Andreas Kalk, Till Döttcher et d'autres citoyens de la RDA. Nous demandons que le gouvernement de la RDA mette immédiatement fin à toutes les formes de pression y compris les menaces d'emprisonnement de longue durée par lesquelles il contraint les citoyens de RDA à choisir l'exil. Nous demandons qu'en RDA aussi on respecte la liberté de parole et le droit au libre échange des informations. Nous sommes solidaires de tous ceux qui sont, dans votre pays, persécutés pour leurs convictions.

Prague, Brno, Bratislava ; Budapest ; Varsovie, Wroclaw, Poznan, Cracovie, Szczecin et d'autres villes polonaises ; Moscou ; Belgrade, Ljubljana, Zagreb et sept autres villes yougoslaves.

Le 4 février 1988.

Signataires :

#### Tchécoslovaquie :

Notamment : les trois porte-parole actuels de la Charte 77 : Bohumir Janat, Milos Hajek et Stanislav Devaty.

- les premiers porte-parole de l'année 1977 : Jiri Hajek et Vaclav Havel

- le Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS), Section tchécoslovaque de la Ligue des droits de l'Homme, membre de la FIDH. Pour ce Co-

mité, Vaclav Benda et Petruska Sustrova, Ladislav Lis, vice-président de la FIDH, Karel Srp, de la section de Jazz, Vaclav Maly, prêtre catholique, trois membres du Groupe pour la paix, de la Charte, à savoir Jiri Dienstbier, Jaroslav Sabata et Jan Urban; deux membres du Groupe indépendant écologiste : Lenka Mareckova, Martin Palous.

Pour le Groupe de solidarité polono-tchécoslovaque : Jozef Piniór (Pologne) et Ana Sabatova,

Miklos Duray, membre du Comité pour la défense de la minorité hongroise en Tchécoslovaquie,

Trois membres du Comité préparatoire de la Société des amis des Etats-Unis, Petr Bartos, Bedrich Koutly et Pavel Jungmann,

Frantisek Starek de la revue indépendante *Vokno*,

Petr Uhl de la revue indépendante *Information sur la Charte 77*.

#### Hongrie :

78 signatures individuelles parmi lesquelles : György Dalos (écrivain), Peter Esterhazy (écrivain), György Gattö (traducteur), Miklos Haraszti, Janos Kis, György Konrad, Ferenc Köszeg et György Petri (poète), Miklos Tamas Gaspar (philosophe) et Judith Vasarhplyi.

#### Pologne :

78 signatures de membres de Solidarité, de Wolnost i Pokoj et du Parti socialiste polonais et des indépendants. Parmi les signatures : Zbigniew Bujak, Jacek Juron, Jan Jozef Lipsky, Jan Litinsky, Adam Michnik, Janusz Onyszkiewicz, Vladislav Frasinuk, Magda Saputovic, Jacek Szymanderski (du WIP), Bogdan Boruciewicz, L. Moczulski, Barbara Malak et Kostek Radziwil.

#### Union soviétique :

Quatre membres du club de presse *Glasnost* : Larissa Jussipovna Bogoraz, Youri Khronopoulo, Serghei Kovalev, Lev Timofeev.

#### Yougoslavie :

74 signatures dont : Zagorka Golubovic-Pesic, Aristide Havlicek, prêtre catholique, Mihailo Markovic au nom du Comité pour la défense de la liberté de pensée, Tamas Masnjak, membre du Groupe pour la culture de la paix, Milan Nikolic, sociologue, membre du groupe yougoslave d'Helsinki à Belgrade, Tania Petovar, juriste et porte-parole du même groupe à Belgrade, Slobodan Petrovic, Rudi Selikon, Alovi Sustar, Archevêque de Slovénie, Andrei, président de la Société de philosophie de Slovénie et Franci Zazrl, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Mladina* (Slovénie).

NB. L'orthographe de tous les noms n'a pu être vérifiée (dictée par téléphone).

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

The Secretary

East European Cultural Foundation  
P.O. Box 222, London WC2H 9RP. ■

### (Suite de la page 28)

somme que celui qui ne s'apercevra même pas en touchant son salaire qu'il a été augmenté. Troisièmement, ce que le pouvoir a fait avec les livrets d'épargne montre clairement qu'il ne poursuit qu'un but : vider les poches des citoyens et cela sans aucune gêne. L'abandon de la revalorisation de l'épargne et la seule augmentation du taux de sa rémunération, (qui sera de toute façon plus faible que l'inflation attendue, de l'ordre de 50%) équivaut à un blocage de l'épargne pour les années à venir. Quatrièmement, la compensation ne tient compte que de la hausse des prix fixés d'office (2), et ce n'est que la moitié des dépenses que nous devons faire pour survivre. L'autre moitié n'est pas compensée, alors même que ce sont les prix libres qui augmenteront le plus, et de manière incontrôlée et non compensée. Cette politique nous réduit à la misère. On ne peut vivre avec 22 produits. Nous sommes le dos au mur.

#### 4. L'échelle des hausses des prix met gravement en danger les groupes les plus socialement défavorisés - les retraités, les pensionnés et les familles nombreuses.

Les travailleurs des grandes entreprises vont exercer une pression salariale efficace. Ils arriveront à limiter les dégâts, mais l'idéal de solidarité nous impose de prendre la défense des plus faibles. Les pensionnés et les retraités ne constituent pas un milieu soudé. Atomisés par la solitude, le désintéret social et des difficultés financières cauchemardesques, ils ne peuvent se défendre de manière efficace, alors que ce sont eux qui perdent le plus. Déjà, avant les hausses des prix, ils n'arrivaient que par miracle à joindre les deux bouts, souvent au prix d'immenses sacrifices, ne vivant qu'avec le proverbial petit pain, la semoule et le lait. Aujourd'hui, ce sont ces marchandises qui augmentent le plus. Cela remet en question la possibilité de vivre leur vieillesse de gens qui ont versé près de la moitié de leur salaire dans des allocations futures. Prenons leur défense dans notre propre intérêt. Chacun d'entre nous espère atteindre l'âge de la retraite et la majorité d'entre nous - du fait des conditions de travail - risque chaque jour de devenir pensionné. La structure de la compensation des allocations familiales nous inquiète également. De nouveau la hausse des prix frappe durement les familles nombreuses et les mères seules, qui déjà vivaient dans les pires conditions.

#### 5. Ce n'est pas dans les poches des ouvriers qu'il faut chercher l'argent en trop sur le marché.

L'inflation - c'est trop d'argent et trop peu de marchandises. On peut y remédier en produisant plus et moins cher. Mais moins cher ne veut pas dire nous payer moins, comme davantage ne signifie pas augmenter notre temps de travail. Ce n'est pas sur nos salaires qu'on peut faire des économies. Il faut éliminer la surconsommation de l'énergie et des matériaux, amé-

liorer l'organisation de la production et créer le marché, sans lequel il y a moins de marchandises. Il faut moins verser au budget qui dilapide et liquider la bureaucratie sur-développée. Alors on aura davantage et à moindre prix. Mais le pouvoir nous démontre par les hausses des prix, que dans le futur on aura moins de produits en payant plus, car avec le mécontentement croissant, des mouvements revendicatifs se développeront, qui se répercuteront sur les prix. L'économie à demi-endormie va par contre tomber encore plus bas dans l'abîme.

#### 6. Les hausses des prix et les actions dites "de protection" ont été décidées sans une participation sociale authentique.

Les hausses des prix furent annoncées deux jours avant leur introduction. Elles furent discutées par le pouvoir avec des organisations privées de tout mandat représentatif par le boycott social. Les négociations avec l'OPZZ (3) tenaient de la farce mal arrangée. Les "néo-syndicats" ont proposé ce que le pouvoir avait auparavant accepté. Ici, on ne trompera personne. On peut, bien que ce soit de plus en plus difficile, tromper les Polonais sur des questions politiques. Mais personne ne pourra convaincre personne qu'il a assez jusqu'à la fin du mois quand ce n'est pas le cas. Le pouvoir crée lui-même ses partenaires, ce qui l'a conduit au bord du gouffre. Le mécontentement social le conduira plus vite qu'il ne le croit à un compromis sur la représentation sociale. Nous avons une telle représentation : c'est Solidarité. Et sans Solidarité, il n'y a ni pain ni liberté. Ne nous berçons pas d'illusions en pensant que si nous acceptons les hausses des prix le pouvoir introduira en prime la réforme. Le temps a placé Solidarité devant le dilemme suivant : soit la lutte pour la défense du niveau de vie, soit les espoirs "foireux" sur un octroi de la cogestion dans le but de ne pas énerver le Rouge (4). Autrement dit, soit les prix, soit l'influence sur l'économie. Le temps apportera peut-être bientôt la seule solution possible : ce n'est qu'en protestant fermement contre les prix que nous pourrions créer les conditions où le pouvoir sera obligé de faire des concessions réelles. ■

Le 4 février 1988

2) Dans le commerce étatisé et coopératif il y a plusieurs types de prix - des prix fixés d'office qui ne concernent qu'une petite partie de marchandises et des prix "libres", fixés par le revendeur en accord avec le producteur. Par ailleurs, existe le commerce privé où les prix n'ont pas grand chose de commun avec les deux catégories précédentes.

3) OPZZ - la centrale "syndicale" mise en place par le régime après la dissolution de tous les syndicats sous couvert de l'état de guerre en automne 1982. Appelés communément "néo-syndicats" ses structures ont été boycottées à l'appel de Solidarité. Le président de cette centrale "syndicale", Alfred Miodowicz est membre du BP du POUF.

4) C'est sans doute le pire méfait du stalinisme que d'avoir réussi à rendre odieux et péjoratifs dans la bouche des travailleurs, des adjectifs comme "Communiste" ou "Rouge", que pour notre part, nous revendiquons. (*Inprecor*)

# Six fois non aux hausses de prix !

*Déclaration du Comité de grève  
des usines Dolmel*

LE PREMIER FEVRIER, LE GOUVERNEMENT POLONAIS a introduit une brutale hausse des prix des principaux biens et services, et cela malgré le désaveu de sa politique lors du référendum de novembre dernier et malgré la promesse faite alors, que les hausses des prix ne seraient pas brutales mais étalées dans le temps.

Les denrées alimentaires ont augmenté en moyenne de 40%, les cigarettes de 40%, les alcools de 46%, les transports publics, les tarifs postaux et les loyers de 50%, l'essence de 60% et le fuel de 100%. Par ailleurs, des hausses spectaculaires de l'électricité (100%) et du charbon (200%) - principale source de chauffage domestique - sont annoncées pour le 1 avril. Enfin, le prix des crèches et des écoles maternelles doit augmenter à la même date. En compensation, le gouvernement autorise les entreprises à accorder aux salariés une augmentation de salaire de 6 000 zlotys ; quant aux retraités et pensionnés, ils doivent se satisfaire d'une augmentation de leurs ressources de 3 200 zlotys alors que selon les calculs effectués par des militants ouvriers de Wroclaw, le manque à gagner pour les seules hausses du 1 février, sera de 22 000 zlotys pour une famille de 4 personnes vivant au niveau du minimum social. La situation sociale s'est brusquement tendue dans le pays et s'attendant à des mouvements de grève, la bureaucratie a mobilisé sa police et son armée. Dans nombre d'entreprises la présence policière vise à empêcher tout contact entre travailleurs, nombre d'usines sont entourées par des bataillons armés des unités anti-émeute (ZOMO).

Le 2 février un comité de grève clandestin a été fondé dans la fabrique de machines électriques Dolmel, bastion traditionnel de Solidarité à Wroclaw. Des mouvements de mécontentement sont également signalés dans d'autres usines de la ville : Hydral, ZNTK et Polar.

Le 4 février, ce comité de grève a rendu public une proclamation, que nous publions ci-dessous. Elle nous a été communiquée au téléphone par Zuzanna Dabrowska, membre du Comité exécutif central du Parti socialiste polonais (PPS), reconstitué en novembre dernier.

C.S.

## DOCUMENT

**1. CETTE HAUSSE de prix ne garantit qu'une chose : de nouvelles hausses.**

Le retour à l'équilibre du marché et de l'économie devait se faire grâce à la réforme économique dont la nécessaire augmentation des prix devait être le complément. Il s'avère qu'il n'y aura pas de réforme de l'économie mais seulement une hausse des prix. La société, se doutant du cours des événements, a exprimé sa méfiance envers les intentions du pouvoir, lors du référendum. L'absence d'une acceptation sociale de l'augmentation des prix ne pourra que provoquer un mouvement spontané de revendications salariales, elle

l'a déjà provoqué. Nos camarades d'Archimedes à Wroclaw, d'Ursus à Varsovie et de Skogar à Lodz, ont obtenu des augmentations de salaires grâce à des protestations décidées. Nous savons d'expérience quelle sera la réaction du pouvoir : de nouvelles hausses des prix. Cela produira une inflation galopante et la baisse du salaire réel, la ruine du marché et la poursuite de l'effondrement de l'économie.

**2. Les hausses des prix ont plus touché les travailleurs que ceux pour qui nous travaillons - la nomenklatura, l'armée et la milice.**

Notre travail, c'est la marchandise la moins chère dans la République populaire de Pologne. Le taux des coûts salariaux

dans l'ensemble des coûts de production, nous place en queue de l'Europe. De plus la situation sociale des gens employés dans la sphère de la production est la pire qui soit : mauvaise qualité des marchandises, prix élevés, bas salaires, conditions de logement désastreuses, mauvais service de santé. Par contre, ceux pour qui nous travaillons se portent bien. Ils ont des privilèges, des magasins réservés avec leurs propres prix et qualités, de hauts salaires (ou plutôt, de hauts revenus, car c'est nous qui travaillons et eux qui prennent ce qu'on produit), des hôpitaux réservés et des logements obtenus sans attente dans nos coopératives. Nous sommes plusieurs fois perdants. D'abord, eux ne font rien d'utile. Ensuite ils prennent beaucoup d'argent et comme ils ne produisent rien pour le marché, ils accroissent l'inflation. Enfin, si seulement ils ne faisaient rien... Mais non, en plus ils pompent notre argent pour leur boulot : l'armée a des jouets de plus en plus chers ; la milice des voitures de plus en plus performantes, des radio-émetteurs japonais et des matraques achetées en dollars. Eux vivent de mieux en mieux avec les hausses des prix. La milice et l'armée ont eu dès le 1 février des augmentations salariales dont le montant est inconnu. L'appareil du parti-Etat s'est octroyé une augmentation de salaires de 70%, et les membres de l'ORMO (1) - pourtant volontaires - reçoivent 15 000 zlotys depuis le 1 février. La sphère productive devra encore travailler davantage au profit du système, de la nomenklatura, des porteurs d'uniformes. Des tonnes d'acier et des milliers de mégawatts seront transformés en tanks. Le système laissera des miettes à ceux qui le nourrissent, juste de quoi survivre.

**3. Le système de compensation de la hausse des prix réduit le peuple à l'état de misère, nous sommes le dos au mur.**

La formule de compensation de la hausse des prix conduira à une nouvelle baisse du salaire réel. Premièrement c'est avec surprise que nous avons appris que nous devons nous-mêmes financer la compensation. Nous avons espéré que le pouvoir ferait un petit geste et réduirait d'autant l'impôt incroyablement élevé versé par les entreprises au budget de l'Etat. Malheureusement, il s'avère que pour avoir une compensation salariale, nous devons travailler plus, ce n'est qu'à cette condition que l'Etat déduira généreusement cette somme supplémentaire des impôts. C'est avec crainte que nous avons noté la proposition d'employer pour les compensations salariales, les fonds du salaire social : fond de logement et fond social d'entreprise. Deuxièmement, l'augmentation compensatoire égale pour tous ne tient absolument pas compte de la situation matérielle réelle des familles. Celui qui n'en peut mais, aura la même

(Suite page 27, deuxième colonne)

(1) ORMO - "la réserve volontaire de la milice", est un corps de vigiles utilisé également pour la répression. Ses membres sont volontaires et ne percevaient jusque là que des avantages non monnayables.